



Agriculture et
Agroalimentaire Canada

Agriculture and
Agri-Food Canada



Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale

Recueil de données, 2012

**Revenu agricole,
situation financière
et
aide gouvernementale**

Recueil de données, 2012

Direction de la recherche et de l'analyse
Direction générale des politiques stratégiques

Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale, Recueil de données, 2012

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (2013)

N° de catalogue A31-1/2012F-PDF

ISSN 1494-5223

N° d'AAC 11977F

Issued also in English under the title

Farm Income, Financial Conditions and Government Assistance, Data Book, 2012

Pour de plus amples renseignements

Rendez-vous au www.agr.gc.ca

ou composez sans frais le 1-855-773-0241

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
SOMMAIRE	3
SECTION A	
Revenu agricole	5
Méthodologie sur le revenu agricole	15
SECTION B	
Situation financière	17
Méthodologie sur la situation financière des exploitations agricoles	31
SECTION C	
Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire	33
Méthodologie des dépenses publiques	51
SECTION D	
Estimations du soutien à l'agriculture	55
Méthodologie des indicateurs de soutien de l'OCDE	65

LISTE DES TABLEAUX

SECTION A : Revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 2002-2011	7
Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2006-2011	10
Tableau A.3 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme, Canada et provinces, 2009-2011	12
Tableau A.4 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada, 2009-2011	13

SECTION B : Situation financière

Tableau B.1 : Actif agricole, Canada et provinces, 2002-2011	19
Tableau B.2 : Dette agricole, Canada et provinces, 2002-2011	20
Tableau B.3 : Nombre de faillites agricoles par province, 1996-2011	21
Tableau B.4 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC), 2006-2007 à 2011-2012	22
Tableau B.5 : Nouveaux prêts enregistrés selon la Loi canadienne sur les prêts agricoles (LCPA), 2004-2005 à 2011-2012	23
Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2009, 2010 et 2011	24
Tableau B.7 : Comparaison entre l'Ontario et Michigan/Ohio/Indiana du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2011 et 2012	29
Tableau B.8 : Comparaison entre le Manitoba et Minnesota/North Dakota du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2011 et 2012	29
Tableau B.9 : Comparaison entre le Manitoba et Minnesota/North Dakota du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2011 et 2012	30
Tableau B.10 : Dépenses d'exploitation agricoles, Canada, 2007-2011	30

SECTION C : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Tableau C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2005-2006 à 2012-2013	35
Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2009-2010 à 2012-2013	37
Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2009-2010 à 2012-2013	43
Tableau C.4 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire, Canada et provinces, 2009-2010 à 2012-2013	47
Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales, Canada et provinces, 2009-2010 à 2012-2013	49

SECTION D : Estimations du soutien à l'agriculture

Tableau D.1 : Estimation du soutien à l'agriculture, Canada, 2009-2011	57
Tableau D.2 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2009-2011	58
Tableau D.3 : Estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2009 à 2011	59
Tableau D.4 : Transferts au titre d'un seul produit (TSP en pourcentage) pour certains pays de l'OCDE, 2009 à 2011	60
Tableau D.5 : Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2009-2011	60
Tableau D.6 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2009-2011	61
Tableau D.7 : Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) pour certains pays de l'OCDE, 2009-2011	62
Tableau D.8 : Estimation du soutien total (EST) à l'agriculture pour certains pays de l'OCDE, 2009-2011	63

LISTE DES FIGURES

SECTION A. Revenu agricole

Graphique A.1(a):Revenu net comptant (dollars courants), Canada, 2002-2011	9
Graphique A.1(b):Revenu net comptant (en dollars de 2007), Canada, 2002-2011	9

SECTION B. Situation financière

Graphique B.1 : Pourcentage de l'actif agricole par type de classe d'actif, Canada, au 31 décembre, 2007-2011	19
Graphique B.2 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteurs, Canada, au 31 décembre, 2007-2011	20
Graphique B.3 : Répartition des faillites agricoles par province, 2011	21
Graphique B.4 : Répartition provinciale du montant du portefeuille de prêts de FAC, par province, au 31 mars 2012	22
Graphique B.5 : Répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LCPA, année fiscale 2011-2012	23
Graphique B.6 : Taux hypothécaire du FAC et taux d'intérêt préférentiel, 2003-2012.	28

SECTION C. Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2005-2006 à 2012-2013	35
Graphique C.2 : Dépenses publiques fédérales et provinciales par catégorie principale.	36
Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire, 2011-2012 et 2012-2013	48

ABRÉVIATIONS

CCB	Commission canadienne du blé	LPAACFC	Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative
CNS	Coefficient nominal de soutien		
CSRN	Compte de stabilisation du revenu net	LPCA	Loi sur les programmes de commercialisation agricole
ESC	Estimation du soutien aux consommateurs	PCSRA	Programme canadien de stabilisation du revenu agricole
ESP	Estimation du soutien aux producteurs	PDF	Programme de données fiscales
ESSG	Estimation du soutien aux services d'intérêt général	PIB	Produit intérieur brut
EST	Estimation du soutien total	SEE	Société pour l'expansion des exportations
FAC	Financement agricole Canada	TSA	Transferts au titre d'un seul produit
LCPA	Programme de la Loi canadienne sur les prêts agricoles		

SIGNES CONVENTIONNELS

n.c.	non calculé
..	indisponible
x	confidentiel ou trop peu fiable pour être publié

INTRODUCTION

Ce recueil de données se divise en quatre sections : La section A renferme de l'information relative au revenu agricole, la section B traite de la situation financière des exploitations agricoles, la section C renferme des données sur les dépenses publiques pour le secteur agroalimentaire, et la section D renferme de l'information sur les estimations du soutien à l'agriculture. Des notes sur la méthodologie empruntée sont fournies à la fin de chaque section. La présente édition renferme les données les plus récentes concernant les principaux indicateurs économiques et financiers,

PERSONNES-RESSOURCES

SECTION A : Revenu agricole

Revenu agricole au niveau agrégé

Robert Koroluk

Tél, : 613-773-2428

Internet : robert.koroluk@agr.gc.ca

Revenu agricole familial et revenu agricole au niveau de la ferme

Katrin Nagelschmitz

Tél, : 613-773-2087

Internet : katrin.nagelschmitz@agr.gc.ca

SECTION B : Situation financière

La dette agricole, les faillites agricoles, les prêts de Financement agricole Canada (FAC), la Loi canadienne sur les prêts agricoles (LCPA) et l'actif, le passif, l'avoir net et les nouveaux investissements

Lorraine Hope

Tél, : 613-773-2414

Internet : lorraine.hope@agr.gc.ca

Le taux hypothécaire du FAC et le taux d'intérêt préférentiel, les prix des engrais et des carburants, et les dépenses

Xianqiang Zhang

Tél, : 613-773-2426

Internet : xianqiang.zhang@agr.gc.ca

SECTION C : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Luc Tanguay

Tél, : 613-773-2441

Internet : luc.tanguay@agr.gc.ca

SECTION D : Estimations du soutien à l'agriculture

Luc Tanguay

Tél, : 613-773-2441

Internet : luc.tanguay@agr.gc.ca

SOMMAIRE

REVENU AGRICOLE, SITUATION FINANCIÈRE ET AIDE GOUVERNEMENTALE - RECUEIL DE DONNÉES

Le recueil de données " Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale " est un ensemble de données chronologiques provenant de plusieurs sources. Il consiste en une ressource unique et pratique pour les utilisateurs de données sur les principaux indicateurs économiques et financiers du secteur agricole et agroalimentaire. Le recueil donne une vue d'ensemble de la situation de l'agriculture primaire et des dépenses que font les gouvernements pour assurer le dynamisme et la compétitivité du secteur. Il fournit également des renseignements utiles sur l'aide publique versée au secteur, lesquels sont difficiles à obtenir autrement.

Les renseignements du recueil sont fournis par plusieurs organisations d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et par d'autres ministères fédéraux. Ils sont aussi préparés en consultation avec les ministères provinciaux de l'agriculture.

Le recueil de données est divisé en quatre sections. La section A présente des renseignements relatifs au revenu agricole. La section B contient des renseignements sur la situation financière des exploitations agricoles. La section C renferme des données sur les dépenses gouvernementales allant au soutien du secteur agroalimentaire et la section D présente des estimations du soutien à l'agriculture. Des notes intégrées à la fin de chaque section fournissent des renseignements sur la méthodologie. Chaque édition du recueil présente les données les plus récentes sur les principaux indicateurs économiques et financiers.

POINTS SAILLANTS

Section A - Revenu agricole

- En 2011, les recettes tirées des productions végétales et animales ont totalisé 46,3 milliards de dollars, soit le niveau le plus élevé depuis les 10 dernières années (2002-2011). L'augmentation des recettes tirées du marché en 2011 est attribuable aux recettes élevées des productions végétales (25,9 milliards de dollars) et des productions animales (20,3 milliards de dollars), lesquelles ont atteint leur plus haut niveau en 10 ans.
- En 2011, le revenu net disponible s'est chiffré à 11,5 milliards de dollars, ce qui représente le niveau le plus élevé entre 2002 et 2011 et qui dépasse le record de 9,2 milliards de dollars enregistré en 2010. À titre de comparaison, le niveau le moins élevé de revenu net disponible au cours de la même période est de 5 milliards

de dollars en 2003, année où il y a eu une éclosion d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) dans le cheptel bovin canadien.

- Les paiements de programmes sont passés de 3,1 milliards de dollars en 2010, soit le niveau le plus bas des 10 dernières années, à 3,5 milliards de dollars en 2011. De manière générale, les revenus élevés réalisés entre 2008 et 2011 grâce aux conditions favorables des marchés a réduit les besoins en matière de paiements de programmes.
- Les estimations préliminaires pour 2011 montrent qu'avec des recettes d'exploitation moyennes de 592 168 \$, Terre-Neuve-et-Labrador est la province où l'on retrouve les plus grandes entreprises agricoles. C'est en Saskatchewan que l'on retrouve les exploitations agricoles les plus petites, avec des recettes d'exploitation moyennes atteignant 282 567 \$ en 2011. En moyenne, à l'échelle nationale, une entreprise agricole a enregistré des recettes d'exploitation de 355 550 \$ et des dépenses d'exploitation de 292 002 \$ en 2011, ce qui représente un revenu net d'exploitation moyen de 63 549 \$. Il s'agit d'une augmentation de 26 p. 100 par rapport au revenu net d'exploitation moyen enregistré l'année précédente, lequel se chiffrait à 50 534 \$.
- Le revenu net d'exploitation varie considérablement selon le type d'entreprise agricole. En 2011, les producteurs de pommes de terre ont enregistré le revenu net d'exploitation le plus élevé en moyenne (233 808 \$). Le revenu net d'exploitation moyen des producteurs de céréales et d'oléagineux s'est chiffré à 85 810 \$; 68 475 \$ pour les producteurs de légumes et de melons ; 28 846 \$ pour les producteurs de fruits et de noix ; 12 955 \$ pour les éleveurs de bovins. Les éleveurs de porcs ont réalisé un revenu net d'exploitation moyen de 88 834 \$, ce qui représente une hausse de 17 p. 100 par rapport à l'année précédente.

Section B - Situation financière des exploitations agricoles

- Les agriculteurs contractent des dettes pour assumer des obligations financières à court terme, pour investir dans leur exploitation et pour tirer profit de nouveaux débouchés commerciaux. En 2011, la dette agricole totale au Canada s'élevait à 69,7 milliards de dollars.
- Seulement 66 exploitations agricoles ont déclaré faillite en 2011, comparativement à 61 l'année précédente. L'Ontario (187 faillites), le Québec (17 faillites) et la Saskatchewan

(12 faillites) sont les provinces ayant enregistré le nombre le plus élevé de faillites. Le nombre de faillites agricoles a suivi une tendance à la baisse entre 1996 et 2010.

- Financement agricole Canada (FAC) a approuvé 45 578 nouveaux prêts en 2011-2012. Le montant moyen des prêts approuvés par FAC a diminué au cours des dernières années mais s'est élevé à 156 150 \$ en 2011-2012.
- Un total de 2 311 nouveaux prêts ont été enregistrés en vertu de la Loi canadienne sur les prêts agricoles (anciennement la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative) en 2011-2012. Environ quatre nouveaux prêts sur cinq ont été octroyés à la Saskatchewan.
- Dans l'ensemble, les agriculteurs ont affiché un bilan sain en 2011. En moyenne, les exploitations agricoles canadiennes ont déclaré 2,0 millions de dollars d'actifs et 0,4 million de dollars de dettes, totalisant un avoir net de 1,7 million de dollars. On observe des variations considérables selon le type d'exploitation : l'avoir net moyen est de 4,3 millions de dollars pour les élevages avicoles ; de 3,1 millions pour les producteurs de pommes de terre ; de 2,8 millions pour les fermes laitières ; de 1,9 million pour les exploitations céréalières ; de 1,9 million pour les élevages de porcs et de 1,1 million pour les élevages de bovins. Les exploitations de la Colombie-Britannique ont déclaré les actifs les plus élevés au Canada, soit 2,6 millions de dollars, suivies de l'Alberta avec des actifs totalisant 2,4 millions de dollars. Les exploitations de l'Alberta et de la Colombie-Britannique ont enregistré les valeurs nettes moyennes les plus élevées, soit 2,1 millions de dollars dans chacune des provinces.
- À l'automne 2012, l'urée coûtait en moyenne 705 \$ la tonne en Ontario, 626 \$ la tonne au Manitoba et 618 \$ la tonne en Saskatchewan. Les agriculteurs de l'Ontario et du Manitoba ont payé l'urée plus cher que les ceux des États américains voisins tandis que les agriculteurs de la Saskatchewan l'ont payé moins cher que ceux du Montana. Les agriculteurs de l'Ontario se sont procurés du diesel et de l'essence à un prix plus élevé que leurs voisins américains. Les agriculteurs du Manitoba ont payé un prix plus faible pour le diesel mais plus élevé pour l'essence que leurs homologues des États américains voisins.
- Après deux années consécutives de baisse, les dépenses totales reliées à l'exploitation agricole ont augmenté de 8 p. 100 pour s'établir à 44,1 milliards de dollars en 2011. Un peu plus de la moitié de l'augmentation par rapport à l'année précédente est attribuable à la hausse du coût des engrais, des aliments industriels et de la machinerie.

Section C - Dépenses gouvernementales pour soutenir le secteur de l'agroalimentaire

- Le total des dépenses gouvernementales consacrées au soutien du secteur agricole et agroalimentaire a augmenté de 3,7 p. 100 en 2011-2012, passant à 6,69 milliards de dollars. Les dépenses fédérales ont augmenté de moins de 1 p. 100 pour s'établir à 3,37 milliards de dollars et les dépenses provinciales se sont accrues de 7,6 p. 100 pour s'établir à 3,32 milliards de dollars.
- Il est prévu que les dépenses fédérales augmenteront à 3,47 milliards de dollars et que les dépenses provinciales baisseront à 3,29 milliards de dollars en 2012-2013. Les dépenses totales devraient augmenter de 1,1 p. 100 pour s'établir à 6,76 milliards de dollars.
- En 2011-2012, les paiements de programmes fédéraux, lesquels sont composés principalement des paiements versés directement aux producteurs, devraient diminuer par rapport à l'exercice précédent et totaliser 1,36 milliard de dollars. Ces paiements devraient également diminuer en 2012-2013 pour s'établir à 1,28 milliard de dollars. Au cours de la même période, les paiements de programmes provinciaux devraient d'abord augmenter en 2011-2012 pour s'établir à 1,71 milliard de dollars et ensuite diminuer en 2012-2013 pour s'établir à 1,65 milliard de dollars.
- En 2011-2012, les catégories affichant les dépenses les plus élevées sont les paiements de programmes ainsi que la recherche et l'inspection. Ces deux catégories représentent respectivement 73 p. 100 et 58 p. 100 des dépenses fédérales et provinciales. Cependant, la part des dépenses consacrées à la recherche et à l'inspection est de 34 p. 100 à l'échelon fédéral et de 11 p. 100 à l'échelon provincial.

Section D - Estimation du soutien au secteur agricole

- Exprimée en pourcentage des recettes agricoles brutes, l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) au Canada a diminué pour passer de 17 p. 100 en 2010 à 14 p. 100 en 2011.
- De 2010 à 2011, le niveau de soutien exprimé en pourcentage des recettes agricoles brutes a également diminué dans l'Union européenne (de 20 p. 100 à 18 p. 100) tandis qu'il est demeuré inchangé aux États-Unis (8 p. 100), en Australie (3 p. 100), au Mexique (12 p. 100) et en Nouvelle Zélande (1 p. 100).
- En 2011, les transferts au titre d'un seul produit (TSA) ont représenté 73 p. 100 de l'ESP totale, ce qui est élevé par rapport à l'Union européenne (17 p. 100) et aux États-Unis (36 p. 100). Le résultat du Canada peut s'expliquer par le niveau élevé de soutien apporté au secteur laitier par le biais du soutien des prix du marché.



SECTION A

Revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 2002-2011

	T.-N.-L.-	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de \$ -										
Recettes des cultures											
2002	16	221	130	219	1 394	3 532	1 908	3 760	2 215	1 017	14 412
2003	16	219	147	195	1 412	3 663	1 703	2 816	2 027	1 114	13 312
2004	16	186	141	178	1 449	3 558	1 812	3 255	2 656	1 169	14 420
2005	14	195	140	188	1 477	3 632	1 294	3 071	2 402	1 074	13 489
2006	17	235	155	221	1 563	3 851	1 275	3 663	2 619	1 107	14 705
2007	19	236	127	206	1 664	4 205	2 198	5 202	3 459	1 117	18 433
2008	16	240	131	217	2 119	4 697	2 763	7 001	4 727	1 112	23 024
2009	19	252	130	245	2 051	4 837	2 805	7 272	4 419	1 172	23 202
2010	18	247	130	230	2 076	5 296	2 729	6 677	3 797	1 206	22 406
2011	18	309	137	264	2 407	5 631	2 555	8 203	5 179	1 234	25 936
Recettes du bétail											
2002	63	124	265	202	3 626	4 280	1 693	1 689	5 062	1 126	18 130
2003	64	114	259	204	3 643	4 159	1 522	1 339	3 707	1 074	16 085
2004	70	123	290	208	4 018	4 365	1 615	1 447	3 914	1 004	17 056
2005	74	129	300	209	4 010	4 497	1 832	1 783	4 358	1 194	18 386
2006	79	121	303	204	3 868	4 351	1 801	1 724	4 193	1 134	17 778
2007	87	127	318	220	4 089	4 540	1 752	1 706	4 308	1 174	18 321
2008	93	120	349	225	4 320	4 801	1 716	1 731	4 281	1 302	18 938
2009	88	119	324	223	4 244	4 602	1 657	1 491	4 103	1 258	18 107
2010	99	127	357	225	4 478	4 709	1 760	1 550	4 393	1 228	18 926
2011	101	135	374	245	4 905	5 214	1 880	1 668	4 514	1 314	20 349
Recettes totales du marché											
2002	78	345	396	421	5 021	7 812	3 601	5 449	7 277	2 143	32 542
2003	80	335	389	423	5 037	7 692	3 429	5 099	5 921	2 091	30 497
2004	86	342	437	403	5 430	8 028	3 318	4 263	5 941	2 118	30 368
2005	90	315	441	387	5 460	8 054	3 644	5 038	7 014	2 362	32 807
2006	93	316	443	393	5 345	7 984	3 095	4 795	6 595	2 208	31 267
2007	104	362	473	441	5 651	8 391	3 027	5 369	6 927	2 281	33 026
2008	111	356	476	431	5 984	9 006	3 914	6 933	7 740	2 419	37 371
2009	104	359	455	440	6 363	9 299	4 420	8 492	8 830	2 370	41 131
2010	117	379	487	470	6 529	9 546	4 565	8 822	8 812	2 400	42 127
2011	120	444	510	508	7 312	10 845	4 434	9 871	9 693	2 548	46 285
Paiements des programmes											
2002	1	24	11	8	468	623	219	1 004	1 039	31	3 429
2003	1	23	16	12	875	585	308	1 600	1 368	59	4 848
2004	1	40	25	36	835	674	430	1 190	1 443	188	4 862
2005	1	46	27	40	749	800	699	1 323	1 117	120	4 923
2006	1	21	15	34	858	662	626	1 267	945	105	4 534
2007	1	21	18	31	1 134	597	413	871	907	101	4 093
2008	1	33	14	31	1 092	648	350	680	1 174	109	4 132
2009	0	36	16	30	1 060	367	386	463	830	102	3 291
2010	1	33	13	24	617	287	349	912	817	82	3 135
2011	1	33	16	25	656	282	509	1 218	681	66	3 486
Recettes monétaires totales											
2002	80	369	407	429	5 489	8 435	3 820	6 453	8 316	2 174	35 971
2003	81	355	422	412	5 929	8 408	3 532	5 755	7 102	2 248	34 245
2004	88	350	457	422	6 302	8 597	3 858	5 892	8 013	2 360	36 338
2005	89	370	467	438	6 237	8 930	3 825	6 177	7 877	2 388	36 798
2006	96	377	472	459	6 289	8 865	3 702	6 654	7 757	2 346	37 017
2007	106	384	463	457	6 887	9 342	4 363	7 779	8 674	2 391	40 847
2008	110	393	494	473	7 531	10 146	4 829	9 413	10 182	2 523	46 094
2009	107	407	469	498	7 356	9 806	4 848	9 225	9 351	2 532	44 599
2010	118	407	500	479	7 171	10 292	4 838	9 138	9 007	2 515	44 466
2011	120	477	527	533	7 967	11 127	4 944	11 088	10 374	2 614	49 772

Sources : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0001 - Recettes monétaires et Tableau 002-0009 - Revenu agricole net.

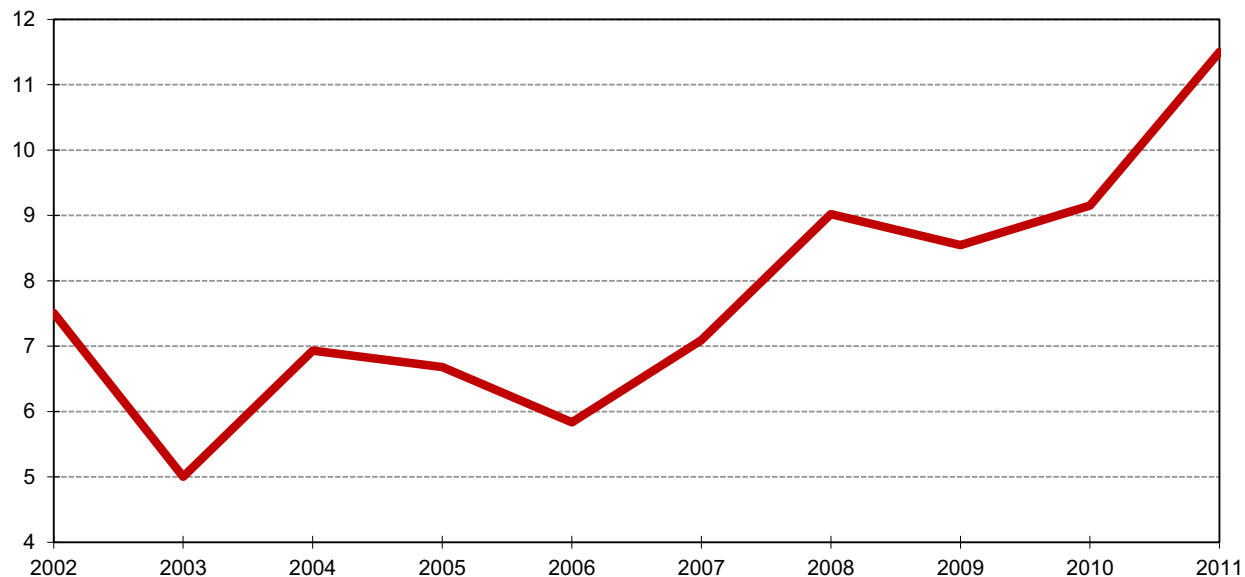
Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 2002-2011 (suite)

	T.-N.-L.-	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de \$ -										
Dépenses d'expl. nettes											
2002	72	290	353	337	4 475	7 099	2 895	4 747	6 321	1 873	28 463
2003	75	298	366	349	4 777	7 169	3 040	4 929	6 324	1 917	29 243
2004	78	305	365	351	4 925	7 224	3 099	4 888	6 235	1 937	29 407
2005	79	310	367	360	4 876	7 375	3 013	5 142	6 563	2 034	30 119
2006	86	323	382	375	5 078	7 590	3 211	5 275	6 781	2 082	31 182
2007	96	338	400	389	5 555	8 059	3 535	5 865	7 306	2 215	33 757
2008	103	361	430	409	5 899	8 610	3 962	6 765	8 117	2 416	37 073
2009	106	378	419	416	5 771	8 510	3 812	6 531	7 830	2 279	36 052
2010	106	367	422	406	5 472	8 556	3 702	6 201	7 831	2 254	35 315
2011	114	391	448	424	6 018	9 093	3 873	6 980	8 576	2 359	38 276
Revenu net comptant											
2002	8	79	54	92	1 013	1 336	925	1 705	1 995	301	7 508
2003	6	58	56	63	1 153	1 239	492	826	778	331	5 002
2004	9	45	92	70	1 378	1 373	758	1 004	1 778	423	6 931
2005	10	60	101	78	1 360	1 555	812	1 035	1 314	354	6 679
2006	10	54	90	84	1 211	1 275	490	1 379	976	265	5 834
2007	10	46	63	69	1 332	1 283	828	1 914	1 368	176	7 090
2008	7	32	64	63	1 632	1 536	868	2 648	2 065	107	9 021
2009	1	29	51	83	1 585	1 296	1 036	2 694	1 521	252	8 547
2010	12	41	78	73	1 699	1 736	1 136	2 938	1 176	262	9 151
2011	6	86	79	109	1 949	2 034	1 071	4 108	1 798	255	11 496
Revenu net réalisé											
2002	2	41	6	47	464	279	514	767	892	59	3 071
2003	0	20	7	17	562	189	52	-124	-358	81	446
2004	3	6	42	23	795	328	317	41	649	163	2 366
2005	3	20	48	27	727	459	355	72	143	81	1 936
2006	3	13	38	33	584	159	27	418	-213	-30	1 031
2007	3	7	10	16	679	137	362	916	126	-135	2 121
2008	-1	-8	8	12	952	355	376	1 620	770	-208	3 876
2009	-7	-12	-8	29	860	70	512	1 579	162	-68	3 115
2010	4	0	19	20	983	511	603	1 797	-178	-52	3 709
2011	-2	43	18	55	1 194	730	499	2 847	367	-73	5 677
Revenu net total											
2002	3	120	7	65	484	440	504	-11	-174	76	1 512
2003	1	16	6	12	676	212	452	691	583	125	2 775
2004	4	11	39	14	913	643	248	863	1 156	136	4 026
2005	4	0	46	38	676	447	122	754	454	36	2 577
2006	4	40	36	57	484	11	322	-151	-508	-66	229
2007	3	-19	11	3	761	-91	259	544	-154	-147	1 169
2008	-2	-34	6	-9	794	391	877	3 780	1 516	-244	7 075
2009	-7	-13	-20	32	793	18	544	2 061	-473	-100	2 834
2010	4	18	19	29	996	411	37	923	177	-62	2 551
2011	-3	31	20	5	1 170	880	6	3 001	744	-12	5 842

Sources : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0001 - Recettes monétaires et Tableau 002-0009 - Revenu agricole net.

Graphique A.1(a) : Revenu net comptant (dollars courants), Canada, 2002-2011

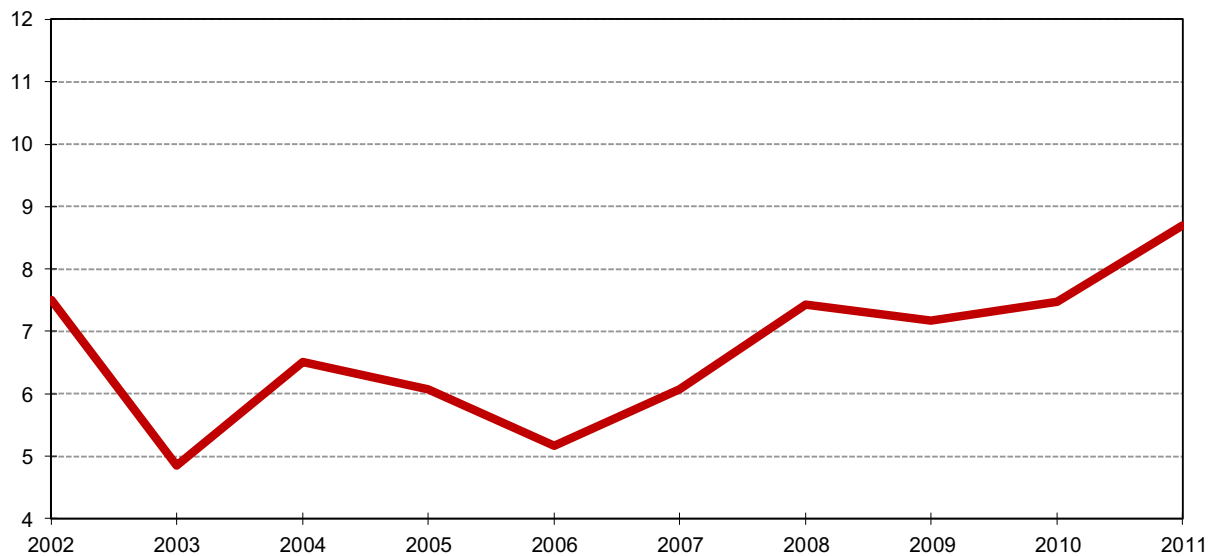
Milliards de \$



Sources : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0009 - Revenu agricole net.

Graphique A.1(b) : Revenu net comptant (en dollars de 2007), Canada, 2002-2011

Milliards de \$



Sources : Statistique Canada, CANSIM, tableau 002-0009 - Revenu agricole net et le tableau 380-0066 - Indices de prix, produit intérieur brut ainsi que des calculs d'Agriculture et agroalimentaire Canada.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2006-2011

	T.-N.-L.-	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de \$ -										
2006											
Assurance production ¹	0	6	2	6	56	41	146	143	189	14	600
PCSRA	1	10	9	22	181	249	258	446	360	71	1 606
CSRN	0	3	3	4	7	72	47	109	63	9	317
Aide-désastre au revenu	0	0	0	0	497	0	0	0	0	0	497
Autres paiements ²	0	0	0	0	76	36	27	168	46	5	359
Paiements totaux	1	21	15	34	858	662	626	1 267	945	105	4 534
Rabais sur intrants	0	1	1	0	102	5	25	0	17	0	150
Total	1	22	15	34	960	667	651	1 267	962	105	4 683
Primes des producteurs	0	4	0	2	161	42	69	200	158	4	640
2007											
Assurance production ¹	0	6	2	7	62	81	67	120	209	17	571
PCSRA	0	7	5	14	176	201	139	214	310	44	1 111
Agri-stabilité	0	0	1	2	8	0	29	3	0	1	43
CSRN	0	3	2	3	6	63	37	95	57	6	272
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	838	0	0	0	0	0	838
Autres paiements ²	0	5	8	4	45	252	141	438	331	33	1 258
Paiements totaux	1	21	18	31	1 134	597	413	871	907	101	4 093
Rabais sur intrants	0	0	1	0	3	5	28	0	14	0	51
Total	1	22	18	31	1 138	602	441	871	921	101	4 144
Primes des producteurs	0	3	1	3	270	53	88	247	160	4	829
2008											
Assurance production ¹	0	9	1	10	43	68	78	94	262	32	599
PCSRA	1	8	2	7	132	100	75	123	605	36	1 089
Agri-stabilité	0	4	3	7	200	167	89	45	63	13	592
Agri-investissement ³	0	4	2	3	46	71	40	63	61	14	306
CSRN	0	3	2	3	5	54	33	85	49	6	240
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	644	0	0	0	0	0	644
Autres paiements ²	0	4	3	1	22	187	35	270	134	8	663
Paiements totaux	1	33	14	31	1 092	648	350	680	1 174	109	4 132
Rabais sur intrants	0	0	1	0	4	5	30	0	12	0	52
Total	1	33	15	31	1 096	653	381	680	1 185	109	4 184
Primes des producteurs	0	4	1	3	181	56	116	349	204	6	919

Source : Statistique Canada, n° 21-015-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, novembre 2012.

¹ Exclut l'assurance privée contre la grêle.² Les autres paiements comprennent les programmes tels que l'assurance-grêle privée et les programmes d'aide spéciale.³ Exclut les paiements sous le programme de démarrage.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2006-2011 (suite)

	T.-N.-L.-	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de \$ -										
2009											
Assurance production ¹	0	24	2	12	116	53	128	100	358	17	811
PCSRA	0	0	1	1	23	9	8	9	122	13	186
Agri-stabilité	0	6	8	13	190	182	134	66	141	50	790
Agri-investissement ³	0	4	2	3	35	63	50	112	78	11	358
CSRN	0	2	2	2	4	46	28	72	40	5	202
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	689	0	0	0	0	0	689
Autres paiements ²	0	0	0	0	3	15	38	105	90	5	256
Paiements totaux	0	36	16	30	1 060	367	386	463	830	102	3 291
Rabais sur intrants	0	0	1	0	2	5	33	0	8	0	48
Total	0	36	17	30	1 062	372	419	463	837	102	3 339
Primes des producteurs	0	5	1	3	293	52	115	338	253	6	1 067
2010											
Assurance production ¹	0	17	2	14	87	50	169	320	469	28	1 157
PCSRA	0	1	0	1	4	1	-1	7	0	1	13
Agri-stabilité	0	11	9	6	268	154	92	113	136	44	834
Agri-investissement	0	3	1	2	61	63	38	82	72	6	328
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	195	15	0	0	0	0	210
Autres paiements ²	0	2	0	1	2	2	51	390	141	3	593
Paiements totaux	1	33	13	24	617	287	349	912	817	82	3 135
Rabais sur intrants	0	1	1	0	1	4	32	0	4	0	42
Total	1	34	13	24	618	292	382	912	821	82	3 177
Primes des producteurs	0	6	1	3	88	74	110	320	275	6	883
2011											
Assurance production ¹	0	20	2	9	36	60	313	528	330	12	1 310
PCSRA	0	0	0	0	1	0	2	0	-2	0	2
Agri-stabilité	0	8	11	11	139	65	75	196	198	38	741
Agri-investissement	0	5	3	3	62	75	56	119	90	12	425
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	391	68	0	0	0	0	459
Autres paiements ²	0	0	0	1	27	14	64	374	66	4	551
Paiements totaux	1	33	16	25	656	282	509	1 218	681	66	3 486
Rabais sur intrants	0	1	1	0	0	4	33	0	2	0	41
Total	1	34	17	25	656	286	542	1 218	684	66	3 528
Primes des producteurs	0	8	1	3	231	50	105	379	319	2	1 099

Source : Statistique Canada, n° 21-015-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, novembre 2012.

¹ Exclut l'assurance privée contre la grêle.² Les autres paiements comprennent les programmes tels que l'assurance-grêle privée et les programmes d'aide spéciale.³ Exclut les paiements sous le programme de démarrage.

Tableau A.3 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme, Canada et provinces, 2009-2011

Province	2009	2010	2011 Préliminaires	11/10
	- Dollars par ferme -			%
Terre-Neuve-et-Labrador				
Total, revenus d'exploitation	603 877	632 882	592 168	-6 %
Total, dépenses d'exploitation	535 444	541 550	499 053	-8 %
Bénéfice net d'exploitation	68 434	91 332	93 115	2 %
Île-du-Prince-Édouard				
Total, revenus d'exploitation	429 029	422 152	485 001	15 %
Total, dépenses d'exploitation	379 729	368 175	399 162	8 %
Bénéfice net d'exploitation	49 300	53 976	85 839	59 %
Nouvelle-Écosse				
Total, revenus d'exploitation	337 037	335 711	324 443	-3 %
Total, dépenses d'exploitation	296 295	282 370	277 455	-2 %
Bénéfice net d'exploitation	40 743	53 342	46 989	-12 %
Nouveau-Brunswick				
Total, revenus d'exploitation	422 952	423 241	422 502	0 %
Total, dépenses d'exploitation	363 421	360 786	358 590	-1 %
Bénéfice net d'exploitation	59 531	62 455	63 912	2 %
Québec				
Total, revenus d'exploitation	351 608	369 002	407 041	10 %
Total, dépenses d'exploitation	299 681	310 522	343 450	11 %
Bénéfice net d'exploitation	51 927	58 480	63 591	9 %
Ontario				
Total, revenus d'exploitation	299 757	316 012	346 841	10 %
Total, dépenses d'exploitation	263 221	269 331	289 040	7 %
Bénéfice net d'exploitation	36 536	46 681	57 801	24 %
Manitoba				
Total, revenus d'exploitation	345 606	344 249	406 354	18 %
Total, dépenses d'exploitation	289 835	284 150	324 320	14 %
Bénéfice net d'exploitation	55 771	60 099	82 034	36 %
Saskatchewan				
Total, revenus d'exploitation	232 349	241 410	282 567	17 %
Total, dépenses d'exploitation	179 550	183 753	209 845	14 %
Bénéfice net d'exploitation	52 798	57 656	72 723	26 %
Alberta				
Total, revenus d'exploitation	310 708	322 947	367 928	14 %
Total, dépenses d'exploitation	261 628	281 949	310 014	10 %
Bénéfice net d'exploitation	49 079	40 998	57 915	41 %
Colombie-Britannique				
Total, revenus d'exploitation	342 845	351 395	405 366	15 %
Total, dépenses d'exploitation	311 573	312 742	358 816	15 %
Bénéfice net d'exploitation	31 272	38 653	46 550	20 %
Canada				
Total, revenus d'exploitation	303 394	315 165	355 550	13 %
Total, dépenses d'exploitation	256 337	264 631	292 002	10 %
Bénéfice net d'exploitation	47 057	50 534	63 549	26 %

Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0044.

Tableau A.4 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada, 2009-2011

Type de ferme	2009	2010	2011 Préliminaires	11/10
	- Dollars par ferme -			%
Élevage de bovins laitiers et production laitière				
Total, revenus d'exploitation	493 917	536 042	562 973	5 %
Total, dépenses d'exploitation	388 328	404 905	420 989	4 %
Bénéfice net d'exploitation	105 590	131 137	141 983	8 %
Élevage de bovins de boucherie				
Total, revenus d'exploitation	211 764	214 596	250 191	17 %
Total, dépenses d'exploitation	201 167	203 315	237 236	17 %
Bénéfice net d'exploitation	10 598	11 280	12 955	15 %
Élevage de porcs				
Total, revenus d'exploitation	1 196 370	1 367 521	1 791 460	31 %
Total, dépenses d'exploitation	1 162 370	1 291 898	1 702 626	32 %
Bénéfice net d'exploitation	34 000	75 623	88 834	17 %
Élevage de volailles et production d'oeufs				
Revenus d'exploitation	1 036 094	1 092 018	1 198 502	10 %
Dépenses d'exploitation	903 816	925 223	1 021 837	10 %
Bénéfice net d'exploitation	132 278	166 795	176 665	6 %
Culture de plantes oléagineuses et de céréales				
Total, revenus d'exploitation	261 455	262 803	305 464	16 %
Total, dépenses d'exploitation	197 119	200 464	219 655	10 %
Bénéfice net d'exploitation	64 336	62 339	85 810	38 %
Culture de pommes de terre				
Total, revenus d'exploitation	1 108 654	1 154 731	1 245 111	8 %
Total, dépenses d'exploitation	910 434	952 594	1 011 303	6 %
Bénéfice net d'exploitation	198 220	202 137	233 808	16 %
Culture de fruits et de noix				
Total, revenus d'exploitation	220 929	235 972	240 222	2 %
Total, dépenses d'exploitation	198 540	211 143	211 376	0 %
Bénéfice net d'exploitation	22 389	24 828	28 846	16 %
Autres cultures de légumes et de melons				
Total, revenus d'exploitation	399 861	452 486	496 737	10 %
Total, dépenses d'exploitation	347 168	387 188	428 262	11 %
Bénéfice net d'exploitation	52 692	65 298	68 475	5 %
Culture en serre et en pépinière et floriculture				
Total, revenus d'exploitation	971 656	1 065 722	1 091 324	2 %
Total, dépenses d'exploitation	866 687	948 085	985 917	4 %
Bénéfice net d'exploitation	104 968	117 637	105 407	-10 %
Tous les types de fermes				
Total, revenus d'exploitation	303 394	315 165	355 550	13 %
Total, dépenses d'exploitation	256 337	264 631	292 002	10 %
Bénéfice net d'exploitation	47 057	50 534	63 549	26 %

Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0044.

Méthodologie sur le revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces

Le *revenu net comptant* (revenus bruts moins les charges d'exploitation) est une mesure des liquidités dont disposent les producteurs agricoles. Il représente les sommes disponibles pour le remboursement des dettes, les investissements ou les retraits par le propriétaire. Le *revenu net réalisé* mesure les flux financiers tant monétaires (revenu comptant) que non monétaires (amortissement et revenu en nature) des exploitations agricoles. Il représente le revenu agricole net d'une année donnée, peu importe l'année à laquelle les denrées ont été produites. Le *revenu net total* mesure les flux financiers et les variations de stocks des exploitations agricoles. Il évalue la production économique agricole de l'année au cours de laquelle les biens agricoles ont été produits. Il représente le revenu provenant du capital du propriétaire, de la main-d'œuvre impayée, de la gestion et du risque.

Les recettes tirées des cultures et du bétail ne comprennent que les recettes provenant des ventes de produits agricoles par les filières commerciales et exclut les ventes directes entre producteurs à l'intérieur d'une même province.

Les paiements des programmes comprennent les paiements bruts versés directement aux producteurs dans le cadre de programmes fédéraux, provinciaux et municipaux. Les paiements représentent les montants effectivement reçus par les producteurs au cours d'une année civile, sauf certains programmes de la catégorie Autres paiements qui correspondent à une année financière ou à une année-récolte. Les paiements sont répartis sur l'année pendant laquelle ils sont effectivement reçus par les producteurs.

Les paiements du CSRN ne représentent que les retraits des producteurs du Fonds 2 (Fonds gouvernemental). Les gros montants accumulés dans le Fonds 1 (Fonds des producteurs) et les facteurs de déclenchement non réalisés dans le Fonds 2 ne sont pas compris.

Les dépenses d'exploitation comprennent tous les frais occasionnés par l'achat de biens et de services à l'extérieur du secteur agricole de chaque province dans le cadre de la production de marchandises agricoles.

Les dépenses d'exploitation comprennent des paiements d'aide du gouvernement tels que les programmes de crédits provinciaux et autres pouvant réduire le coût des intrants. Les primes payées par les producteurs pour bénéficier des divers programmes d'assurance font aussi partie des dépenses.

Graphique A.1(a) et (b) : Revenu agricole au Canada en dollars courants et en dollars de 2007

Les revenus réels sont exprimés en dollars de 2007. L'indice implicite des prix du produit intérieur brut (indice du PIB, 2007 = 100) est utilisé comme déflateur.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs

Les paiements des programmes englobent les paiements bruts/indemnités versés directement aux producteurs dans le cadre de programmes législatifs comme l'Agri-stabilité, de même que les programmes provinciaux de stabilisation du revenu et d'autres programmes spéciaux d'aide au revenu comme l'aide spéciale accordée aux victimes de la sécheresse.

Les indemnités d'assurance production comprennent uniquement celles des programmes publics; les indemnités de l'assurance-grêle privée sont exclues. Ces dernières sont comprises dans la catégorie « autres paiements ».

Par les primes qu'ils paient, les producteurs contribuent aussi aux programmes gouvernementaux tels que l'assurance production et certains programmes provinciaux de stabilisation du revenu.

Tableau A.3 et Tableau A.4 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, par ferme, par province (A.3) et par type de ferme (A.4)

Les estimations du revenu agricole du Programme des données fiscales (PDF) sont calculées à partir d'un échantillon de déclarants dont le revenu agricole brut était positif ou dont le revenu agricole net était différent de zéro, selon la déclaration d'impôt sur le revenu (Revenu Canada, T1, général), ainsi que d'un échantillon de sociétés agricoles déclarant des ventes totales (recettes brutes plus les recettes de coentreprises) de 25 000 \$ et plus et qui sont classées comme exploitation agricole conformément au Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Selon le SCIAN les exploitations agricoles sont celles dont 50 p, 100 ou plus des ventes proviennent d'activités agricoles. Aux fins des tableaux statistiques, on a exclu les fermes non constituées en société dont les recettes agricoles étaient inférieures à 10 000 \$.

Les estimations de revenu du PDF diffèrent des données officielles sur les recettes et les dépenses publiées dans les Statistiques économiques agricoles de Statistique Canada (n° 21-011 et n° 21-012 catalogue). On trouvera l'explication de certaines de ces différences dans "Pour comprendre des mesures du revenu agricole" de Statistique Canada (n° 21-525 au catalogue).

Par revenus d'exploitation, on entend les recettes tirées de la vente des produits agricoles ainsi que les paiements de programmes et les indemnités d'assurance du gouvernement. Les recettes provenant de la vente des produits de la forêt et les autres revenus agricoles sont également inclus.

Par dépenses d'exploitation, on entend les dépenses d'entreprises avant amortissement, et engages par les exploitants agricoles pour l'achat de biens et de services utilisés dans la production de denrées agricoles,

Tant dans les revenus d'exploitation que dans les dépenses d'exploitation, les ventes et les achats entre fermes sont pris en compte.

Le type d'exploitation a été déterminé en se fondant sur le pourcentage que représente les ventes de produits agricoles. Ainsi, c'est le produit ou groupe de produits que représente au moins 50 p. 100 des ventes de la ferme qui détermine l'activité principale de l'exploitation. On se sert maintenant du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) pour le classement des fermes.

Pour une description détaillée de la méthodologie utilisée, prière de se reporter à *Base de données complètes sur les exploitations agricoles, Manuel de référence*, de Statistique Canada (n° 21F0005GPF au catalogue).



SECTION B

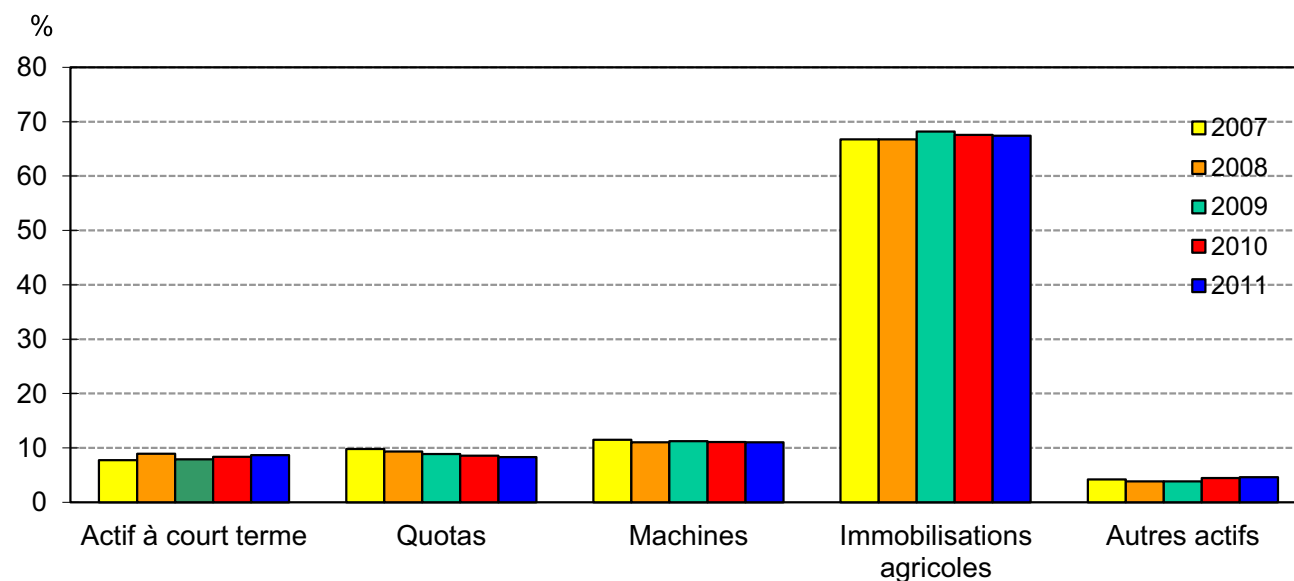
Situation financière

Tableau B.1 : Actif agricole, Canada et provinces, 2002-2011

	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
2002	265	1 966	2 232	2 056	31 034	63 092	17 781	37 632	61 221	16 895	234 174
2003	285	1 966	2 211	2 073	32 354	66 068	17 919	37 077	62 607	18 339	240 899
2004	288	1 930	2 321	2 117	34 192	69 503	18 138	37 065	67 557	20 326	253 437
2005	313	2 033	2 352	2 214	35 571	71 126	18 323	38 508	73 036	23 098	266 575
2006	347	2 049	2 404	2 257	36 152	73 700	19 176	39 419	78 775	25 487	279 766
2007	385	2 037	2 515	2 275	37 944	77 618	20 755	43 751	86 622	28 850	302 752
2008	379	2 062	2 608	2 325	39 941	80 897	22 564	48 741	93 439	30 645	323 601
2009	364	1 999	2 749	2 457	40 035	82 570	23 467	51 025	95 758	30 945	331 369
2010	384	2 136	2 738	2 566	41 726	88 582	25 074	55 624	101 749	31 242	351 822
2011	385	2 175	2 854	2 544	43 185	93 217	25 405	60 343	107 699	31 922	369 728

Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0020 - Bilan du secteur agricole.

Graphique B.1 : Pourcentage de l'actif agricole par type de classe d'actif, Canada, au 31 décembre, 2007-2011



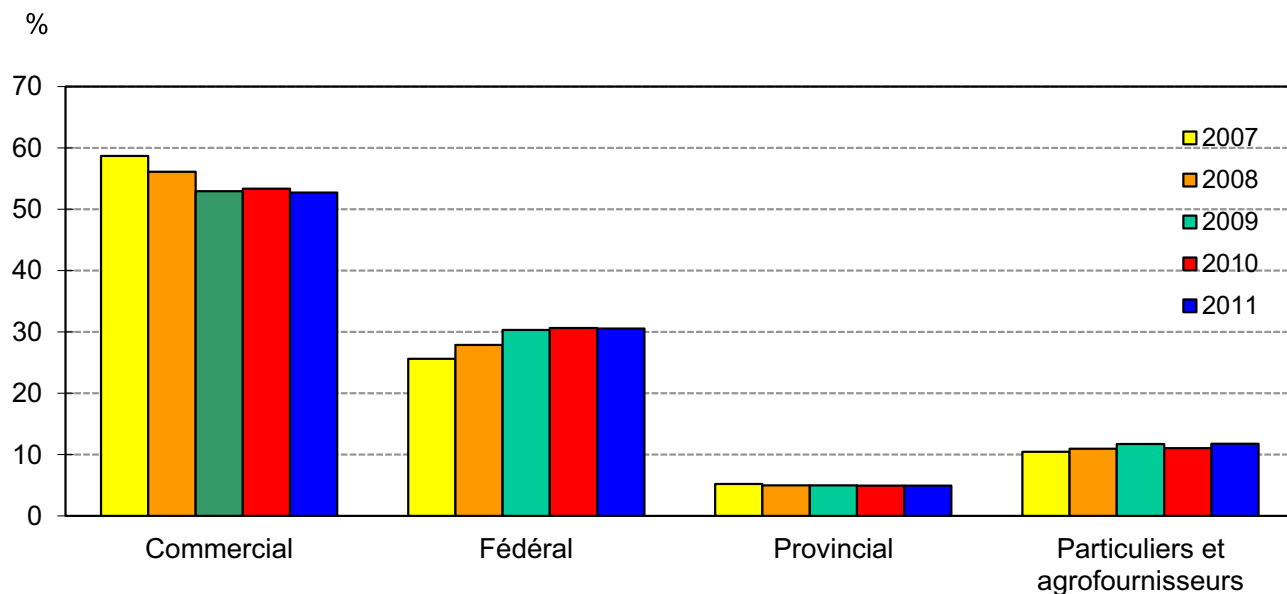
Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0020 - Bilan du secteur agricole.

Tableau B.2 : Dette agricole, Canada et provinces, 2002-2011

	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
2002	63	504	488	443	8 589	10 925	4 100	6 258	9 916	2 568	43 855
2003	67	555	534	518	8 991	11 442	4 585	6 757	10 613	2 798	46 860
2004	78	578	562	519	9 326	12 146	4 892	6 914	10 881	3 004	48 900
2005	77	574	606	532	9 527	12 484	5 134	7 199	10 961	3 028	50 123
2006	92	583	609	539	9 866	12 664	5 414	7 511	11 548	3 424	52 249
2007	116	598	677	560	10 482	13 787	5 965	7 528	11 919	4 104	55 735
2008	130	603	750	616	10 927	14 591	6 530	8 014	13 176	4 549	59 884
2009	144	681	800	585	11 329	14 913	6 897	8 751	13 823	4 626	62 548
2010	159	706	777	614	11 362	16 034	7 208	8 954	14 637	5 040	65 490
2011	156	684	766	627	11 923	17 414	7 429	9 699	15 748	5 205	69 651

Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0008 - La dette agricole en cours.

Graphique B.2 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteurs, Canada, au 31 décembre, 2007-2011



Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0008 - La dette agricole en cours.

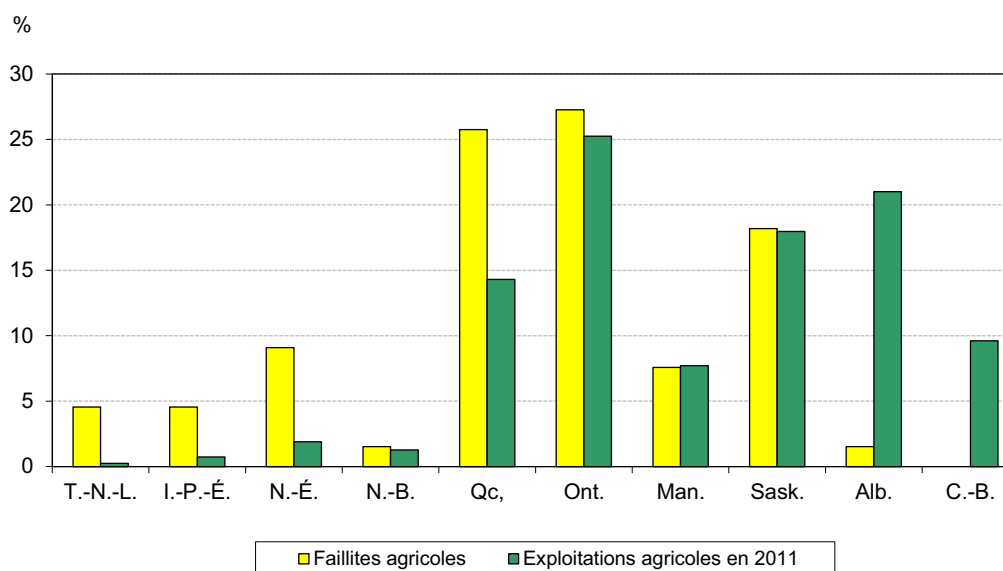
Tableau B.3 : Nombre de faillites agricoles par province, 1996-2011

	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.N.-O./Yn	Canada
1996	3	0	16	4	53	16	25	95	77	1	0	290
1997	1	4	12	4	54	16	19	76	62	4	0	252
1998	3	1	8	1	48	15	27	92	55	5	0	255
1999	0	1	2	4	43	17	29	99	45	6	0	246
2000	0	1	4	2	42	21	19	76	38	14	0	217
2001	2	2	5	0	55	23	19	64	43	6	0	219
2002	0	2	1	4	28	31	41	50	32	9	0	198
2003	0	1	4	1	46	23	28	59	46	16	0	224
2004	0	6	3	2	31	34	27	64	56	4	0	227
2005	0	3	0	2	33	25	26	75	66	6	0	236
2006	0	6	1	4	37	29	36	79	16	8	0	216
2007	1	3	2	3	29	21	14	49	15	1	0	138
2008	0	1	3	2	20	30	22	34	6	6	2	126
2009	0	5	3	1	29	22	14	12	5	1	0	92
2010	1	1	0	1	25	15	6	3	6	3	0	61
2011	3	3	6	1	17	18	5	12	1	0	0	66

Source : Bureau du surintendant des faillites.

Note : À compter de 2004, les statistiques seront fondées sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord plutôt que sur la Classification type des industries.

Graphique B.3 : Répartition des faillites agricoles par province, 2011



Sources : Bureau du surintendant des faillites, et Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2011.

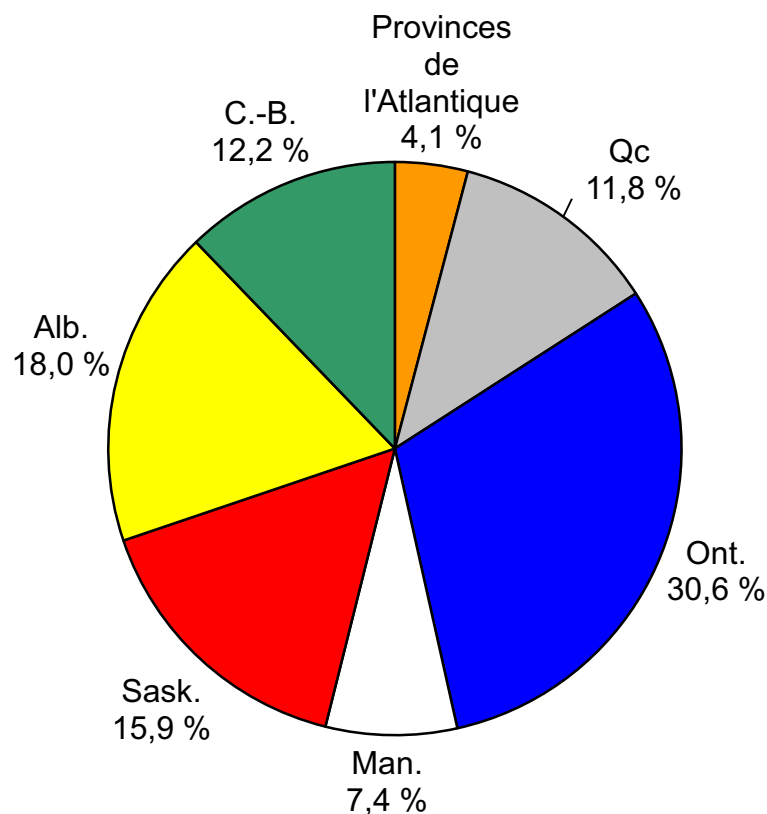
Tableau B.4 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC), 2006-2007 à 2011-2012

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Nombre total de prêts	101 470	98 066	106 867	114 439	120 070	126 496
Montant total des prêts (en millions de \$)	13 550,4	15 011,2	17 130,3	*19 816,2	*21 401,3	23 202,3
Nombre de prêts approuvés	28 684	32 561	31 037	41 418	42 021	45 578
Montant des prêts approuvés (en millions de \$)	3 714,7	4 285,0	5 068,4	6 585,6	6 153,2	7 116,8
Montant moyen des prêts approuvés (\$)	129 504	131 600	163 302	159 003	146 432	156 150

Source : Financement agricole Canada

* Les résultats au chapitre des prêts pour 2009-2010 et 2010-2011 ont été redressés en raison d'une contrepassation des radiations manuelles au cours de l'année fiscale 2011-2012.

Graphique B.4 : Répartition provinciale du montant du portefeuille de prêts de FAC, par province, au 31 mars 2012



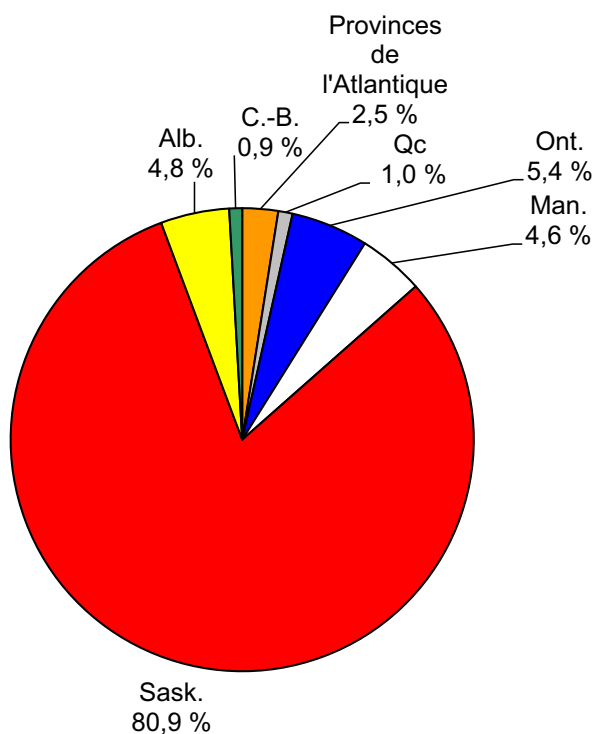
Source : Financement agricole Canada.

Tableau B.5 : Nouveaux prêts enregistrés selon la *Loi canadienne sur les prêts agricoles (LCPA)*, 2004-2005 à 2011-2012

	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Nombre de nouveaux prêts enregistrés	2 829	2 128	1 803	1 854	1 740	2 524	2 382	2 311
Montant des nouveaux prêts enregistrés (en milliers de \$)	105 095	74 472	63 901	71 216	74 762	127 173	137 337	131 582
Montant moyen des nouveaux prêts enregistrés (\$)	37 149	34 997	35 442	38 412	42 967	50 386	57 657	56 937

Source : LCPA, Agriculture et agroalimentaire Canada.

Graphique B.5 : Répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LCPA, année fiscale 2011-2012



Source : La LCPA, Division des programmes nationaux de commercialisation, Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2009, 2010 et 2011

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits	Légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
	- Dollars par ferme -								
CANADA									
Actif agricole									
- 2009	3 484 507	1 185 863	2 167 526	4 256 749	1 537 526	1 476 987	3 930 389	1 746 946	1 695 298
- 2010	3 667 607	1 383 561	2 369 649	4 935 817	1 674 193	1 633 895	4 096 960	1 913 816	1 865 322
- 2011	3 758 671	1 324 564	2 796 858	5 312 714	1 802 853	1 641 949	4 456 162	2 177 714	2 024 979
Passif agricole									
- 2009	983 556	177 221	850 435	824 568	318 086	323 832	1 249 543	272 175	323 146
- 2010	1 005 128	221 236	823 554	1 055 143	376 968	319 633	1 282 256	266 565	343 241
- 2011	998 014	194 952	929 579	1 062 379	391 429	310 400	1 319 006	307 402	357 644
Avoir net									
- 2009	2 500 951	1 008 642	1 317 090	3 432 181	1 219 441	1 153 155	2 680 846	1 474 770	1 372 153
- 2010	2 662 479	1 162 325	1 546 096	3 880 674	1 297 225	1 314 262	2 814 705	1 647 251	1 522 080
- 2011	2 760 657	1 129 612	1 867 279	4 250 334	1 411 424	1 331 550	3 137 156	1 870 312	1 667 335
Nouveaux investissements (nets)									
- 2009	120 520	14 278	46 044	60 131	49 168	x	214 273	72 103	52 227
- 2010	..	..	..	..	..	..	..	..	..
- 2011	121 580	28 847	x	140 408	47 950	35 524	222 777	79 917	64 075
ATLANTIQUE									
Actif agricole									
- 2009	3 173 361	569 918	1 572 221	3 929 525	701 028	828 860	3 060 853	918 328	1 383 224
- 2010	3 315 736	604 995	1 057 622	4 405 648	749 089	734 904	3 440 025	944 202	1 474 290
- 2011	3 292 122	572 973	1 329 811	3 701 352	964 415	715 323	3 634 783	1 003 544	1 477 341
Passif agricole									
- 2009	933 449	67 041	1 088 529	1 020 170	152 870	253 600	1 041 438	138 951	371 407
- 2010	1 059 037	83 760	470 035	965 099	175 407	163 486	1 125 075	217 720	392 402
- 2011	1 030 458	56 262	720 884	1 026 244	193 140	118 848	1 115 403	318 958	388 271
Avoir net									
- 2009	2 239 911	502 877	x	2 909 355	548 158	575 260	2 019 415	779 377	1 011 817
- 2010	2 256 699	521 235	587 588	3 440 549	573 682	571 419	2 314 950	726 482	1 081 888
- 2011	2 261 665	516 711	608 927	2 675 108	771 275	596 474	2 519 379	684 586	1 089 071
Nouveaux investissements (nets)									
- 2009	x	x	x	x	x	x	x	x	x
- 2010	..	..	..	..	..	..	..	..	..
- 2011	x	x	x	x	x	x	x	x	x

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2009, 2010 et 2011 (suite)

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits	Légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
	- Dollars par ferme -								
QUÉBEC									
Actif agricole									
- 2009	2 464 616	703 914	1 495 666	4 466 388	911 078	1 203 871	2 459 985	1 446 433	1 452 686
- 2010	2 612 780	763 270	1 453 968	4 799 181	1 013 758	1 492 309	2 850 926	1 514 514	1 594 072
- 2011	2 670 847	783 218	1 514 702	5 691 839	1 248 757	1 370 888	2 530 124	1 851 068	1 675 429
Passif agricole									
- 2009	793 980	151 070	703 924	922 089	272 316	294 812	600 199	353 539	413 772
- 2010	797 035	169 886	697 762	1 014 996	246 350	385 928	957 677	291 143	435 855
- 2011	834 717	168 488	673 164	1 198 120	363 063	292 185	718 046	340 259	441 788
Avoir net									
- 2009	1 670 636	552 845	791 742	3 544 299	638 762	909 059	1 859 787	1 092 894	1 038 914
- 2010	1 815 746	593 384	756 206	3 784 185	767 408	1 106 380	1 893 249	1 223 371	1 158 217
- 2011	1 836 130	614 730	841 538	4 493 719	885 693	1 078 702	1 812 078	1 510 809	1 233 640
Nouveaux investissements (nets)									
- 2009	85 966	x	x	72 983	x	35 321	x	36 812	39 818
- 2010	..	..	..	..	..	..	..	..	..
- 2011	80 872	32 444	x	x	x	43 914	x	53 755	50 430
ONTARIO									
Actif agricole									
- 2009	3 606 086	976 122	2 138 776	3 861 152	1 478 030	1 419 214	4 522 844	1 519 760	1 732 748
- 2010	4 004 297	1 069 277	2 485 372	5 050 602	1 496 444	1 787 542	5 186 599	1 696 188	1 908 426
- 2011	4 310 079	1 107 364	3 422 538	5 943 152	1 756 988	1 856 078	x	1 895 464	2 114 285
Passif agricole									
- 2009	914 349	141 976	749 126	631 930	280 204	234 266	1 670 003	208 455	331 803
- 2010	962 193	183 508	885 181	1 086 680	251 639	331 299	x	213 672	361 428
- 2011	865 181	140 138	1 070 285	1 147 437	372 005	280 817	x	246 231	361 268
Avoir net									
- 2009	2 691 737	834 146	1 389 650	3 229 222	1 197 826	1 184 948	2 852 841	1 311 305	1 400 945
- 2010	3 042 104	885 769	1 600 191	3 963 922	1 244 805	1 456 243	3 716 554	1 482 516	1 546 998
- 2011	3 444 898	967 225	2 352 254	4 795 716	1 384 983	1 575 262	3 308 038	1 649 233	1 753 017
Nouveaux investissements (nets)									
- 2009	x	10 918	x	48 698	x	47 399	389 937	41 208	41 153
- 2010	..	..	..	..	..	..	..	..	..
- 2011	x	19 206	x	x	71 639	x	x	x	57 297

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2009, 2010 et 2011 (suite)

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits	Légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
	- Dollars par ferme -								
MANITOBA									
Actif agricole									
- 2009	4 612 833	754 827	3 731 391	3 216 617	x	x	9 773 620	1 865 928	1 547 779
- 2010	5 197 937	835 579	4 800 620	4 050 217	x	2 442 316	8 922 817	2 131 117	1 784 952
- 2011	4 884 126	867 945	6 353 757	3 471 965	x	x	11 727 576	2 374 736	1 971 950
Passif agricole									
- 2009	1 488 980	147 948	1 274 970	588 572	x	x	3 369 201	333 938	322 185
- 2010	1 525 157	168 875	1 101 967	968 311	x	x	3 010 508	375 212	357 035
- 2011	1 778 833	123 214	2 146 137	855 369	x	x	3 080 547	377 958	371 624
Avoir net									
- 2009	3 123 853	606 880	2 456 421	2 628 046	x	x	6 404 420	1 531 991	1 225 594
- 2010	3 672 780	666 704	3 698 653	3 081 906	x	1 964 840	5 912 309	1 755 905	1 427 917
- 2011	3 105 293	744 731	4 207 620	2 616 596	x	x	8 647 028	1 996 778	1 600 326
Nouveaux investissements (nets)									
- 2009	x	15 885	108 564	x	x	x	749 459	103 193	70 726
- 2010	..	..	..	..	..	..	..	..	..
- 2011	252 292	16 656	310 247	x	x	x	x	85 979	71 015
SASKATCHEWAN									
Actif agricole									
- 2009	8 026 839	957 548	x	3 762 048	x	x	x	1 543 490	1 403 135
- 2010	7 575 601	1 165 885	7 309 804	5 331 554	x	x	x	1 746 498	1 595 553
- 2011	6 067 480	1 077 223	x	x	x	x	x	1 934 669	1 710 259
Passif agricole									
- 2009	2 107 363	147 315	x	1 105 204	x	x	x	242 074	224 973
- 2010	1 984 790	205 785	2 078 794	1 762 581	x	x	x	253 344	243 212
- 2011	2 555 751	197 191	x	x	x	x	x	283 518	268 861
Avoir net									
- 2009	5 919 475	810 232	x	2 656 844	x	x	x	1 301 417	1 178 162
- 2010	5 590 811	960 100	5 231 010	3 568 973	496 198	x	x	1 493 154	1 352 341
- 2011	3 511 729	880 032	x	x	x	x	x	1 651 151	1 441 398
Nouveaux investissements (nets)									
- 2009	x	23 820	x	x	x	x	x	89 354	69 500
- 2010	..	..	..	..	..	..	..	..	..
- 2011	x	27 714	x	x	x	x	x	89 368	73 005

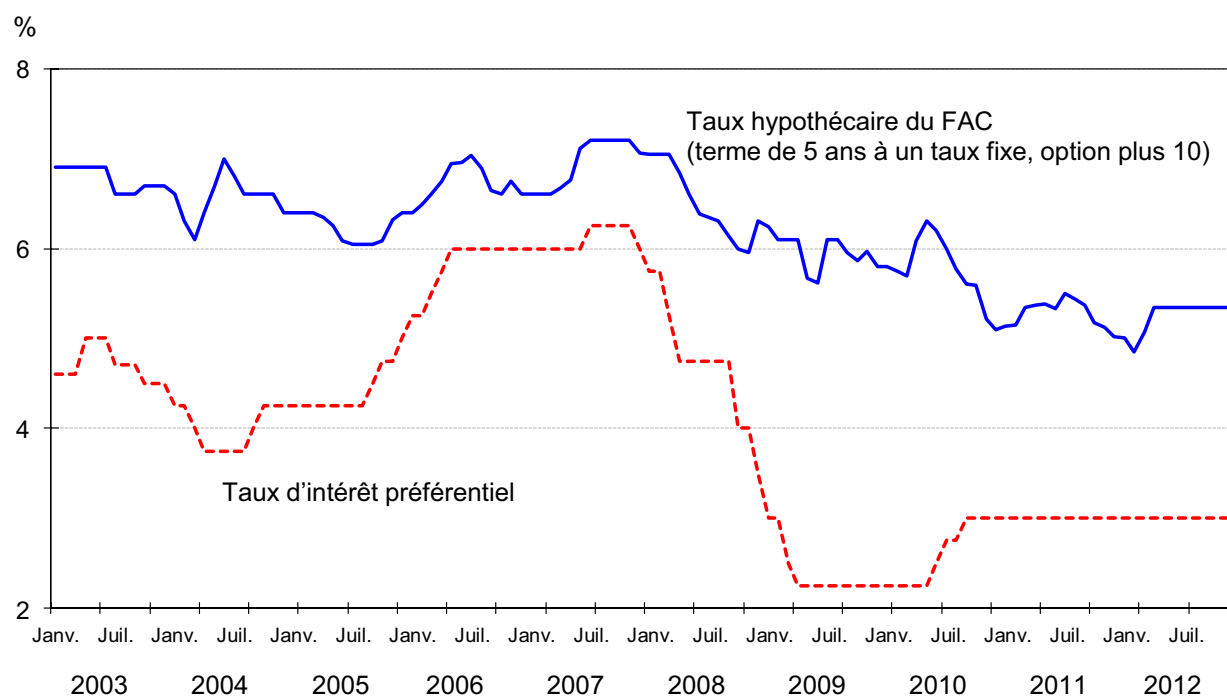
Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2009, 2010 et 2011 (suite)

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits	Légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
	- Dollars par ferme -								
ALBERTA									
Actif agricole									
- 2009	7 125 631	1 664 783	3 604 802	6 652 412	x	6 230 382	4 804 732	2 417 225	2 041 629
- 2010	8 054 859	2 014 806	3 393 600	5 540 821	x	1 720 078	5 721 994	2 479 353	2 171 373
- 2011	7 601 095	1 921 399	6 226 328	6 033 901	814 027	1 268 840	6 780 303	2 974 619	2 438 491
Passif agricole									
- 2009	1 903 977	243 266	1 427 575	1 577 034	x	2 559 451	1 538 095	337 993	313 880
- 2010	2 211 696	298 747	807 813	1 160 229	x	x	1 777 341	287 477	302 551
- 2011	1 917 324	260 098	780 871	1 077 323	x	134 351	2 025 105	377 959	322 406
Avoir net									
- 2009	5 221 654	1 421 516	2 177 227	5 075 378	x	3 670 931	3 266 637	2 079 231	1 727 749
- 2010	5 843 164	1 716 060	2 585 787	4 380 592	x	1 644 769	3 944 654	2 191 876	1 868 822
- 2011	5 683 771	1 661 300	5 445 457	4 956 578	745 369	1 134 489	4 755 199	2 596 660	2 116 085
Nouveaux investissements (nets)									
- 2009	301 372	17 083	x	x	x	x	x	69 131	50 006
- 2010	..	..	..	..	..	..	..	..	..
- 2011	487 388	37 286	x	x	x	x	x	111 841	77 849
COLOMBIE-BRITANIQUE									
Actif agricole									
- 2009	9 276 475	1 653 948	2 632 172	4 551 864	2 343 607	1 777 108	5 246 625	1 624 455	2 506 129
- 2010	8 502 618	1 646 442	4 166 219	5 061 001	2 612 818	2 282 705	4 076 530	1 801 640	2 626 881
- 2011	9 470 186	1 782 876	x	4 179 103	2 507 147	2 248 925	4 125 235	1 148 156	2 634 658
Passif agricole									
- 2009	2 241 732	131 888	553 500	882 719	453 952	248 911	x	190 542	439 645
- 2010	2 158 646	163 691	1 002 317	962 340	626 803	361 750	x	196 436	519 378
- 2011	2 481 687	258 856	x	707 425	510 086	x	x	163 448	529 139
Avoir net									
- 2009	7 034 743	1 522 060	2 078 672	3 669 146	1 889 655	1 528 197	4 387 720	1 433 913	2 066 483
- 2010	6 343 972	1 482 751	3 163 902	4 098 661	1 986 015	1 920 955	3 233 992	1 605 204	2 107 502
- 2011	6 988 499	1 524 020	x	3 471 678	1 997 061	1 629 949	x	984 709	2 105 519
Nouveaux investissements (nets)									
- 2009	x	20 539	x	x	58 858	x	x	x	53 756
- 2010	..	..	..	..	..	..	..	..	..
- 2011	x	47 935	x	x	x	x	x	x	50 727

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Graphique B.6 : Taux hypothécaire du FAC et taux d'intérêt préférentiel, 2003-2012



Source : Financement agricole Canada (FAC)

Tableau B.7 : Comparaison entre l'Ontario et Michigan/Ohio/Indiana du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2011 et 2012

	Ontario		Michigan/Ohio/Indiana	
	le 3 oct. 2012	le 5 oct. 2011	le 3 oct. 2012	le 5 oct. 2011
Azote (\$CAN/tonne)				
Ammoniac anhydre (82-0-0)	1 146	1 050	987	1 015
Urée (46-0-0)	705	643	681	717
Solution azotée (UAN, 28%)	428	410	437	473
Nitrate d'ammonium	591	574	-	-
Phosphate (Cdn\$/tonne)				
PMA (11-52-0)	797	817	755	865
PAD (18-46-0)	816	810	741	863
Super triple (0-46-0)	843	843	724	858
Potasse (Cdn\$/tonne)				
Potasse (0-0-60)	705	685	660	745
Carburant (CAN\$/litre)				
Diesel	103	102	97	91
Essence (ordinaire sans plomb)	116	109	100	94

Source : Enquête des prix des entrées dans l'agriculture d'Agriculture et agroalimentaire Canada.

Tableau B.8 : Comparaison entre le Manitoba et Minnesota/North Dakota du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2011 et 2012

	Manitoba		Minnesota/North Dakota	
	automne 2012	automne 2011	automne 2012	automne 2011
Azote (\$CAN/tonne)				
Ammoniac anhydre (82-0-0)	963	955	920	940
Urée (46-0-0)	626	649	609	677
Phosphate (\$CAN/tonne)				
PMA (11-52-0)	713	794	691	817
Potasse (\$CAN/tonne)				
Potasse (0-0-60)	607	644	627	714
Carburant (CAN\$/litre)				
Diesel	101	110	103	94
Essence (ordinaire sans plomb)	115	109	103	96

Source : Enquête des prix des entrées dans l'agriculture d'Agriculture et agroalimentaire Canada.

Tableau B.9 : Comparaison entre la Saskatchewan et Montana du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2011 et 2012

	Saskatchewan		Montana	
	automne 2012	automne 2011	automne 2012	automne 2011
Azote (\$CAN/tonne)				
Ammoniac anhydre (82-0-0)	1 022	1 037	1 059	1 102
Urée (46-0-0)	618	643	640	692
Phosphate (\$CAN/tonne)				
PMA (11-52-0)	719	772	750	795
Potasse (\$CAN/tonne)				
Potasse (0-0-60)	607	651	693	629
Carburant (CAN\$/litre)				
Diesel	95	96	104	94
Essence (ordinaire sans plomb)	109	102	100	97

Source : Enquête des prix des entrées dans l'agriculture d'Agriculture et agroalimentaire Canada.

Tableau B.10 : Dépenses d'exploitation agricoles, Canada, 2007-2011

	2007	2008	2009	2010	2011
	(000 \$)				
Dépenses liées à la machinerie	4 498 095	5 067 591	4 458 685	4 549 871	5 060 024
Aliments achetés	4 813 781	5 644 445	5 404 360	4 972 998	5 608 758
Salaires en espèces, gîte et couvert	4 098 318	4 231 955	4 259 172	4 447 037	4 574 822
Engrais et chaux	3 201 313	3 835 299	3 978 017	3 522 461	4 214 158
Intérêts	2 977 855	2 929 299	2 348 588	2 212 176	2 337 532
Loyer	1 466 640	1 746 900	1 692 999	1 712 918	1 867 152
Pesticides	1 923 585	2 319 933	2 344 794	2 158 070	2 101 692
Achats de bétail	1 246 540	1 252 872	1 271 464	1 339 463	1 546 517
Semences	1 274 400	1 422 167	1 516 224	1 629 721	1 760 927
Réparations des bâtiments et clôtures	768 974	793 822	797 219	820 270	829 680
Électricité	814 616	822 653	819 629	845 672	877 185
Impôts fonciers	522 174	529 327	517 861	522 313	530 615
Assurance-récolte et grêle	586 466	765 816	802 806	810 462	898 011
Assurance commerciale	732 237	758 485	778 413	807 506	837 624
Insémination et vétérinaire	709 756	719 118	710 315	714 745	727 998
Autres*	4 122 597	4 233 034	4 351 933	4 249 607	4 503 558
Amortissement	5 011 430	5 187 353	5 470 605	5 482 612	5 863 555
Dépenses totales après rabais	38 768 782	42 260 074	41 523 083	40 797 898	44 139 792

Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0005 - Dépenses d'exploitation agricoles et frais d'amortissement.

Note : Les montants des dépenses tiennent compte des remises du gouvernement et peuvent inclure l'arrondissement.

*Inclus : Primes de stabilisation, combustibles pour le chauffage, fils et contenants, téléphone, irrigation, travail à forfait et autres dépenses.

Méthodologie sur la situation financière des exploitations agricoles

Tableau B.1 : L'actif agricole et Graphique B.1 : Pourcentage de l'actif agricole par type de prêteur

Les renseignements concernant l'actif agricole et les sources de crédit proviennent de données publiées par la Division de l'agriculture de Statistique Canada, n° 21-016-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.

Tableau B.2 : Dette agricole et Graphique B.2 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteur

Les renseignements concernant la dette agricole et les sources de crédit proviennent de données publiées par la Division de l'agriculture de Statistique Canada, n° 21-014-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.

Tableau B.3 : Nombre de faillites agricoles et Graphique B.3 : Répartition des faillites agricoles

Les faillites ne représentent qu'une seule forme d'échec financier, et les statistiques sur les faillites ne rendent compte que d'une petite partie du nombre total d'agriculteurs qui abandonnent l'agriculture en raison de difficultés financières. Les données sur les faillites sont compilées et diffusées chaque mois par le Bureau du Surintendant des faillites.

Tableau B.4 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC) et Graphique B.4 : Répartition du montant du portefeuille de prêt de FAC

Les données de Financement agricole Canada (FAC) sur le total des prêts en cours et des prêts approuvés sont tirées du rapport annuel de FAC. Les renseignements sur la répartition provinciale du total des prêts en cours proviennent de FAC.

Tableau B.5 : Nouveaux prêts enregistrés selon la LCPA et Graphique B.5 : Répartition du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LCPA

Les données sur les nouveaux prêts enregistrés selon la Loi canadienne sur les prêts agricoles (LCPA), Les données sur la répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LCPA, ont été fournis par la LCPA.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements nets, par type de ferme

Les renseignements sur la valeur moyenne de l'actif agricole, de la dette, des nouveaux investissements nets de même que sur l'avoir net par type de ferme proviennent de l'Enquête financière sur les fermes, L'Enquête financière sur les fermes est réalisée chaque année par Statistique Canada pour Agriculture et Agroalimentaire Canada, On y trouve des données recueillies auprès d'un échantillon de fermes dont les revenus agricoles bruts sont de plus de 10 000 \$.

Les nouveaux investissements nets sont les achats de biens en immobilisation desquels on soustrait les ventes de biens en immobilisation, Le revenu net d'exploitation est le revenu agricole brut moins les dépenses.

Graphique B.6 : Taux hypothécaire de FAC et taux d'intérêt préférentiel

Le taux d'intérêt préférentiel du Canada est publié dans la *Revue de la Banque du Canada* (dont l'adresse électronique est www.bank-banque-canada.ca), Le taux hypothécaire de Financement agricole Canada (FAC) est établi pour un terme de cinq ans à un taux fixe plus dix.

Tableaux B.7, B.8 et B.9 : Prix moyens des engrais et des carburants sélectionnés

Les données sur les prix des engrais sont fournies à propos de l'Ontario, du Manitoba et de la Saskatchewan avec des comparaisons avec les États américains attenants, par des consultants privés en vertu d'un contrat passé avec Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Tableau B.10 : Dépenses agricoles

Les dépenses agricoles tiennent compte des remises du gouvernement. Les remises réduisent certains coûts liés aux intrants, Les achats entre fermes sont exclus.

Pour une description plus détaillée de la méthodologie empruntée, se référer à la publication de Statistique Canada, n° 21-012-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.



SECTION C

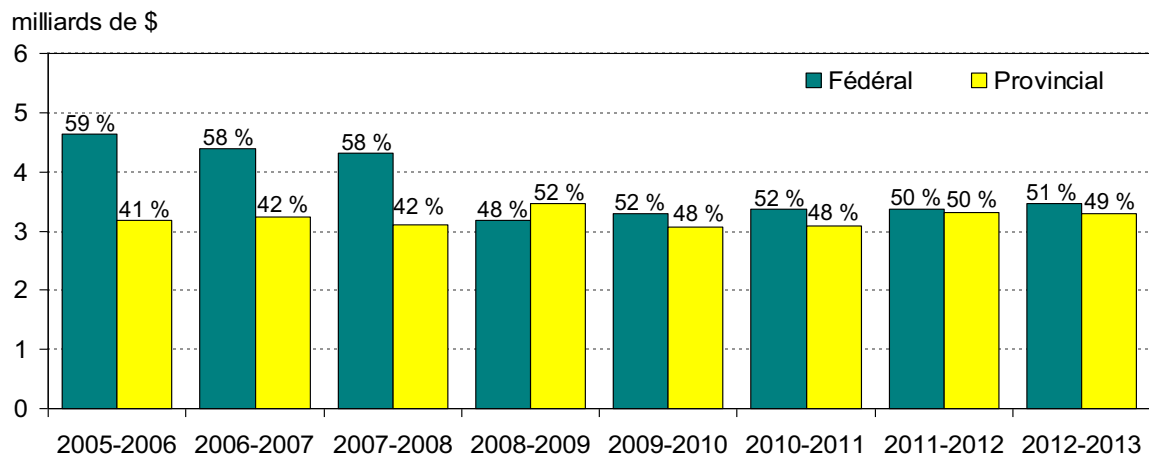
Dépenses publiques de soutien au secteur
agroalimentaire

Tableau C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2005-2006 à 2012-2013

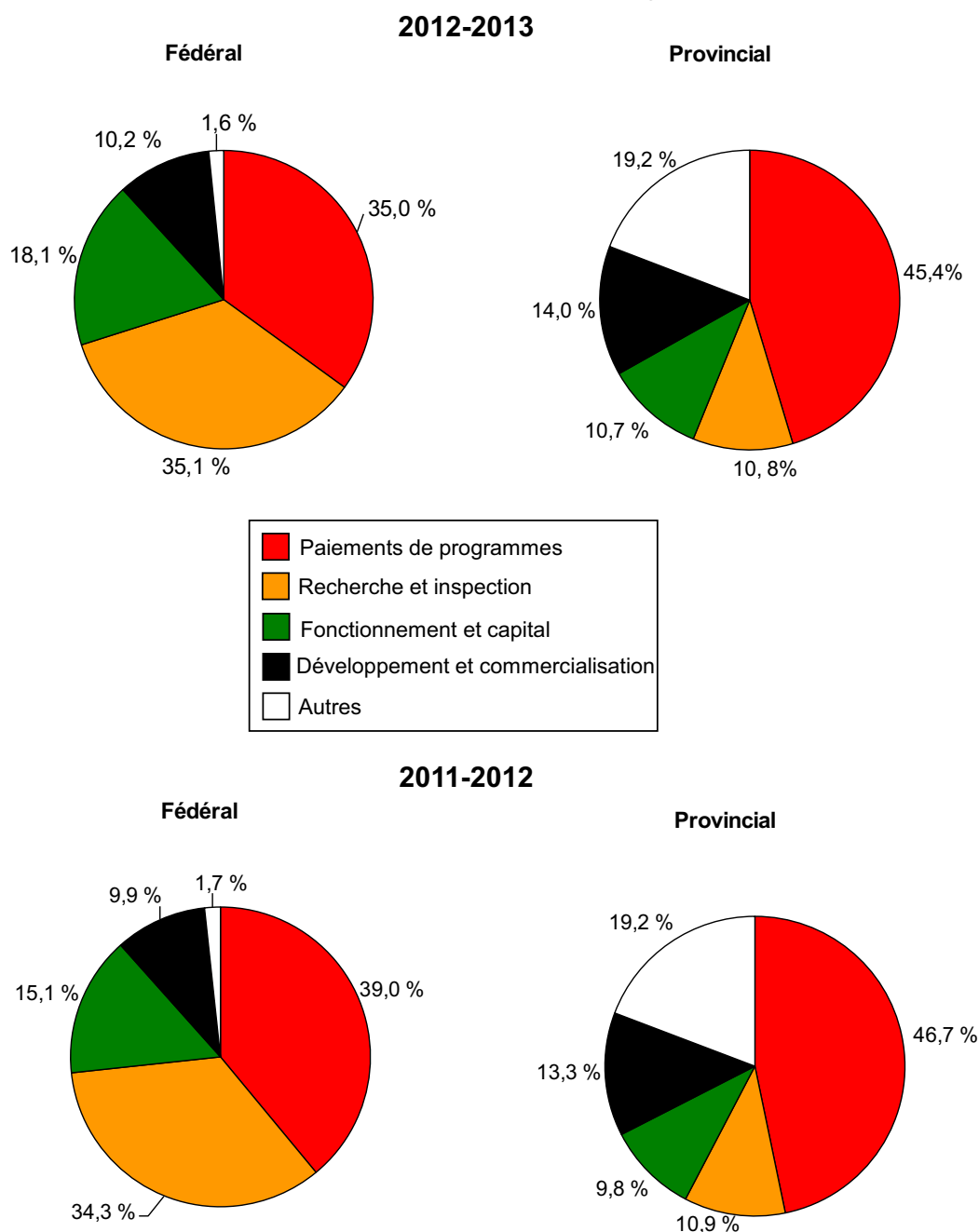
Réparties		2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-12 Préliminaire	2012-2013 Estimations
		(000 \$)							
T.-N.-L.	Fédéral	13 980	8 950	12 583	9 837	9 528	10 404	12 788	12 867
	Provincial	14 872	15 485	18 121	17 339	20 529	20 409	21 614	25 752
	% Féd.	48,45	36,63	40,98	36,20	31,70	33,76	37,17	33,32
Î.-P.-É.	Fédéral	31 116	40 871	37 581	42 711	27 004	42 134	41 597	35 411
	Provincial	31 852	28 268	43 137	33 421	32 338	33 949	32 427	32 491
	% Féd.	49,42	59,11	46,56	56,10	45,51	55,38	56,19	52,15
N.-É.	Fédéral	35 653	41 348	39 246	28 400	47 591	35 390	32 696	41 270
	Provincial	47 333	45 628	66 064	56 776	61 594	55 679	52 736	54 833
	% Féd.	42,96	47,54	37,27	33,34	43,59	38,86	38,27	42,94
N.-B.	Fédéral	33 154	46 964	53 804	31 590	41 336	38 908	43 703	44 680
	Provincial	26 574	25 667	32 359	32 186	27 426	27 206	27 211	29 041
	% Féd.	55,51	64,66	62,44	49,53	60,11	58,85	61,63	60,61
Qc	Fédéral	538 091	531 248	650 592	337 799	502 490	500 387	408 442	481 240
	Provincial	818 077	905 053	911 966	1 034 066	1 036 817	1 057 925	987 168	1 020 806
	% Féd.	39,68	36,99	41,64	24,62	32,64	32,11	29,27	32,04
Ont.	Fédéral	795 891	760 218	904 087	869 509	668 092	636 761	592 651	629 606
	Provincial	540 901	510 779	718 236	453 366	461 944	395 003	579 385	607 492
	% Féd.	59,54	59,81	55,73	65,73	59,12	61,72	50,57	50,89
Man.	Fédéral	603 754	518 802	552 691	311 619	466 253	388 853	497 247	476 678
	Provincial	300 319	248 121	275 182	275 213	276 360	323 722	354 935	276 100
	% Féd.	66,78	67,65	66,76	53,10	62,79	54,57	58,35	63,32
Sask.	Fédéral	1 148 137	1 074 463	865 973	644 605	680 800	847 280	892 754	842 059
	Provincial	489 963	421 240	331 289	437 093	372 312	469 331	538 460	487 214
	% Féd.	70,09	71,84	72,33	59,59	64,65	64,35	62,38	63,35
Alb.	Fédéral	1 055 160	923 901	751 844	729 396	681 826	689 741	686 487	743 190
	Provincial	852 436	951 946	614 766	1 043 158	707 404	632 842	645 110	686 162
	% Féd.	55,31	49,25	55,02	41,15	49,08	52,15	51,55	51,99
C.-B.	Fédéral	160 381	201 815	215 904	148 184	146 112	156 869	142 411	144 592
	Provincial	61 992	73 889	100 947	81 747	78 156	64 327	76 413	65 921
	% Féd.	72,12	73,20	68,14	64,45	65,15	70,92	65,08	68,69
Autres	Fédéral	228 155	246 990	227 971	22 844	21 597	21 110	22 241	23 070
	Provincial	-	-	-	-	-	-	-	-
	% Féd.	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Fédéral	4 643 472	4 395 568	4 312 277	3 176 493	3 292 629	3 367 838	3 373 016	3 474 662
	Provincial	3 184 319	3 226 075	3 112 069	3 464 365	3 074 880	3 080 394	3 315 459	3 285 811
	% Féd.	59,32	57,67	58,08	47,83	51,71	52,23	50,43	51,40

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques,

Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2005-2006 à 2012-2013



Graphique C.2 : Dépenses publiques fédérales et provinciales par catégorie principale



Paiements des programmes, Comprend le soutien et la stabilisation du revenu, l'aide spéciale et la réduction des coûts, l'assurance production et l'aide au financement.

Recherche et inspection, Comprend les dépenses d'administration (p. ex., les salaires) et de capital ainsi que les subventions et les contributions.

Fonctionnement et capital, Comprend les dépenses générales en administration et en gestion, en politiques, en information et en soutien statistique.

Programmes de commercialisation et de développement, Comprend les dépenses d'administration et de capital ainsi que les subventions et les contributions pour le développement régional, la commercialisation et l'environnement.

Autres, Comprend les paiements des programmes d'entreposage et de transport, pour l'aide alimentaire et internationale, la vulgarisation, l'enseignement, les programmes sociaux, et les dépenses fiscales.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2009-2010 à 2012-2013

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2009-2010	2010-2011	2011-2012 Préliminaires	2012-2013 Estimations	2009-2010	2010-2011	2011-2012 Préliminaires	2012-2013 Estimations
	(000 \$)							
CANADA								
A. Dépenses de fonctionnement	776 960	803 643	863 122	843 521	1 629 928	1 626 011	1 673 666	1 797 739
B. Dépenses de capital	124 854	105 770	100 398	143 867	92 127	93 238	86 320	68 805
C. Dépenses de programmes	2 075 368	2 157 770	2 287 993	2 227 761	1 746 466	1 825 764	1 744 245	1 782 048
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	1 056 277	883 470	996 575	1 066 002	652 040	563 629	534 285	750 400
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	43 280	254 871	213 698	28 833	47 958	315 885	242 182	114 295
c.3 Assurance production	380 121	387 798	446 077	490 882	435 234	447 056	503 956	361 453
c.4 Aide au financement	66 087	54 376	54 314	61 017	279 279	45 872	84 560	49 445
c.5 Entreposage et transport	2 614	12 011	(5 130)	513	-	6 833	2 367	5 600
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	27 120	29 605	30 704	29 906	456	959	646	3 672
c.7 Recherche*	144 395	151 250	138 510	142 257	36 378	66 092	78 499	150 675
c.8 Inspection des aliments*	47 055	47 897	53 508	44 167	54 328	68 599	57 609	71 600
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	19 789	18 376	19 883	19 782
c.10 Marketing et commercialisation	37 215	38 482	37 837	35 761	66 283	72 222	48 042	40 647
c.11 Développement rural et régional	54 063	66 154	81 629	86 513	91 792	132 184	65 029	115 149
c.12 Environnement	54 755	56 994	48 191	54 176	39 476	60 418	73 606	70 050
c.13 Enseignement	119 642	133 429	131 741	130 370	-	24	-	-
c.14 Vulgarisation	42 744	41 433	60 340	57 365	23 454	27 615	33 582	29 281
D. Dépenses fiscales	387 597	394 649	409 211	412 822	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	3 364 779	3 461 832	3 660 724	3 627 972	3 468 521	3 545 013	3 504 232	3 648 592
Recouvrements	(289 899)	(381 438)	(345 265)	(342 160)	(175 893)	(177 175)	(131 216)	(173 930)
Total, dépenses nettes	3 074 880	3 080 394	3 315 459	3 285 811	3 292 629	3 367 838	3 373 016	3 474 662
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR								
A. Dépenses de fonctionnement	9 623	9 702	9 466	10 080	4 472	4 436	4 633	4 226
B. Dépenses de capital	2 253	1 611	1 479	3 940	246	247	232	183
C. Dépenses de programmes	8 652	9 096	10 669	11 733	5 280	6 190	8 271	8 918
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	239	216	(11)	276	336	321	(11)	412
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	3 553	4 649	6 579	5 469	945	657	1 009	0
c.3 Assurance production	35	32	23	41	53	48	35	25
c.4 Aide au financement	-	-	140	-	4	13	236	88
c.5 Entreposage et transport	155	122	138	250	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	-	-	-	-	-	9	29	2
c.7 Recherche*	96	582	14	450	414	596	1 366	1 018
c.8 Inspection des aliments*	1 820	567	501	113	612	547	1 125	600
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	719	891	1 138	3 319	521	859	267	47
c.11 Développement rural et régional	444	421	475	437	2 112	2 598	2 134	2 304
c.12 Environnement	172	237	433	-	275	529	2 073	4 067
c.13 Enseignement	1 075	1 239	1 239	1 239	-	0	-	-
c.14 Vulgarisation	343	140	-	140	9	14	7	355
D. Dépenses fiscales	-	-	-	-	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	20 529	20 409	21 614	25 752	9 998	10 872	13 135	13 326
Recouvrements	-	-	-	-	(470)	(469)	(347)	(460)
Total, dépenses nettes	20 529	20 409	21 614	25 752	9 528	10 404	12 788	12 867

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence sont une estimation dans plusieurs provinces.

Préliminaires : chiffres basés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres basés sur les prévisions budgétaires. Pour le Québec, les prévisions budgétaires de la Financière agricole du Québec n'étaient pas disponibles. AAC a donc utilisé une moyenne des années précédentes pour déterminer les dépenses publiques pour 2012-2013.

* Les programmes de recherche et d'inspection sont limités aux subventions et contributions pour les activités de recherche et d'inspection. Les coûts d'exploitation (salaires des chercheurs et des inspecteurs) et d'immobilisation sont inclus dans les dépenses de fonctionnement et de capital. Les détails de cette information sont présentés au tableau C3.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2009-2010 à 2012-2013 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2009-2010	2010-2011	2011-2012 Préliminaires	2012-2013 Estimations	2009-2010	2010-2011	2011-2012 Préliminaires	2012-2013 Estimations
	(000 \$)							
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
A. Dépenses de fonctionnement	7 399	8 992	9 037	8 463	14 770	14 540	15 491	14 874
B. Dépenses de capital	61	-	13	-	840	823	781	615
C. Dépenses de programmes	22 909	22 989	22 020	22 870	12 998	28 337	26 483	21 458
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	5 035	4 738	4 691	4 467	(3 608)	10 628	7 068	4 445
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	2 972	1 018	811	1 085	188	(535)	(1)	(231)
c.3 Assurance production	6 313	8 144	7 813	7 877	6 204	7 407	8 338	5 980
c.4 Aide au financement	520	601	636	320	1 931	695	1 300	990
c.5 Entreposage et transport	-	382	400	-	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	5	14	31	5	2	33	11	8
c.7 Recherche*	1 671	1 219	932	683	197	577	1 584	1 131
c.8 Inspection des aliments*	539	514	25	312	555	654	569	941
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	1 063	851	1 009	2 591	567	2 359	359	314
c.11 Développement rural et régional	-	-	-	-	5 304	4 028	4 331	4 611
c.12 Environnement	362	1 315	1 570	1 084	1 282	1 544	2 181	2 811
c.13 Enseignement	4 081	4 248	3 819	4 052	-	0	-	-
c.14 Vulgarisation	348	(53)	283	394	376	947	745	456
D. Dépenses fiscales	1 968	1 968	1 968	1 968	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	32 338	33 949	33 038	33 301	28 608	43 701	42 755	36 947
Recouvrements	-	-	(611)	(811)	(1 604)	(1 566)	(1 159)	(1 536)
Total, dépenses nettes	32 338	33 949	32 427	32 491	27 004	42 134	41 597	35 411
NOUVELLE-ÉCOSSE								
A. Dépenses de fonctionnement	15 201	15 790	14 940	15 259	17 395	17 439	18 349	17 787
B. Dépenses de capital	586	711	1 027	1 161	1 032	1 012	965	758
C. Dépenses de programmes	44 485	37 864	37 620	39 743	31 135	18 866	14 806	24 612
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	4 166	2 212	4 893	2 786	11 722	5 017	5 682	9 265
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	1 089	679	(218)	1 973	921	594	1	1
c.3 Assurance production	496	422	419	591	709	705	561	402
c.4 Aide au financement	6 146	2 159	595	3 524	3 255	80	264	(35)
c.5 Entreposage et transport	1 115	750	302	8	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	-	-	-	-	14	7	94	10
c.7 Recherche*	1 196	1 070	1 172	1 000	1 039	582	1 895	5 447
c.8 Inspection des aliments*	5 090	3 973	5 119	4 738	2 840	826	821	920
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	3 589	3 625	2 084	2 823	638	667	663	268
c.11 Développement rural et régional	-	-	-	-	8 380	8 355	3 178	6 646
c.12 Environnement	2 645	2 028	2 488	1 273	1 220	1 696	1 311	1 260
c.13 Enseignement	16 663	18 240	17 734	18 658	-	0	-	-
c.14 Vulgarisation	2 290	2 706	3 031	2 372	398	335	337	428
D. Dépenses fiscales	1 322	1 315	1 323	1 320	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	61 594	55 679	54 909	57 483	49 562	37 316	34 120	43 158
Recouvrements	-	-	(2 174)	(2 650)	(1 971)	(1 926)	(1 424)	(1 888)
Total, dépenses nettes	61 594	55 679	52 736	54 833	47 591	35 390	32 696	41 270

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence sont une estimation dans plusieurs provinces.

Préliminaires : chiffres basés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres basés sur les prévisions budgétaires. Pour le Québec, les prévisions budgétaires de la Financière agricole du Québec n'étaient pas disponibles. AAC a donc utilisé une moyenne des années précédentes pour déterminer les dépenses publiques pour 2012-2013.

* Les programmes de recherche et d'inspection sont limités aux subventions et contributions pour les activités de recherche et d'inspection. Les coûts d'exploitation (salaires des chercheurs et des inspecteurs) et d'immobilisation sont inclus dans les dépenses de fonctionnement et de capital. Les détails de cette information sont présentés au tableau C3.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2009-2010 à 2012-2013 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2009-2010	2010-2011	2011-2012 Préliminaires	2012-2013 Estimations	2009-2010	2010-2011	2011-2012 Préliminaires	2012-2013 Estimations
	(000 \$)							
NOUVEAU-BRUNSWICK								
A. Dépenses de fonctionnement	12 879	13 010	13 322	12 567	17 660	17 392	18 116	17 570
B. Dépenses de capital	933	491	630	261	1 022	1 021	953	755
C. Dépenses de programmes	12 583	12 847	12 831	15 743	24 605	22 437	26 070	28 260
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	3 386	5 480	5 351	4 937	2 741	5 212	13 830	6 156
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	2 554	773	443	4 616	264	1 930	691	7 716
c.3 Assurance production	1 803	1 807	1 759	1 848	2 702	2 708	2 650	1 900
c.4 Aide au financement	25	34	170	-	5 418	338	824	497
c.5 Entreposage et transport	151	-	-	-	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	8	1	1	-	-	29	42	10
c.7 Recherche*	655	835	698	674	1 838	2 007	1 388	2 336
c.8 Inspection des aliments*	266	260	645	189	653	592	532	971
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	314	341	264	216	1 008	315	184	296
c.11 Développement rural et régional	-	90	120	21	8 299	7 232	3 953	6 577
c.12 Environnement	1 126	1 105	1 334	1 145	1 541	1 851	1 738	1 356
c.13 Enseignement	1 888	1 771	1 789	1 816	-	0	-	-
c.14 Vulgarisation	405	350	259	281	141	223	239	445
D. Dépenses fiscales	1 192	1 187	1 306	1 228	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	27 587	27 536	28 089	29 800	43 287	40 850	45 140	46 585
Recouvrements	(161)	(329)	(877)	(759)	(1 951)	(1 942)	(1 437)	(1 905)
Total, dépenses nettes	27 426	27 206	27 211	29 041	41 336	38 908	43 703	44 680
QUÉBEC								
A. Dépenses de fonctionnement	208 215	209 767	207 693	189 605	248 485	248 711	256 993	248 576
B. Dépenses de capital	48 960	36 370	28 042	34 279	14 210	14 421	13 448	10 657
C. Dépenses de programmes	736 780	766 110	703 712	744 964	266 926	264 656	158 295	248 909
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	543 338	555 518	496 046	525 782	126 580	137 860	25 528	115 170
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	3 084	3 858	2 955	2 610	3 338	21 578	2 328	4 242
c.3 Assurance production	19 237	19 081	19 269	19 175	25 713	28 066	28 596	20 510
c.4 Aide au financement	28 678	25 543	29 649	33 140	61 725	17 099	35 746	25 626
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	15 444	18 402	19 644	17 883	350	381	135	135
c.7 Recherche*	23 038	25 295	24 374	26 458	5 241	8 740	17 981	32 554
c.8 Inspection des aliments*	17 069	21 695	23 422	20 196	3 294	10 411	5 984	13 044
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	16 195	19 252	17 836	19 440	10 587	9 519	4 347	5 557
c.11 Développement rural et régional	3 167	6 124	4 703	7 774	14 373	14 278	10 744	13 369
c.12 Environnement	26 593	28 237	24 528	33 440	11 839	10 429	18 621	9 281
c.13 Enseignement	22 854	25 598	24 695	25 271	-	4	-	-
c.14 Vulgarisation	18 082	17 506	16 591	13 796	3 885	6 291	8 286	9 422
D. Dépenses fiscales	42 862	45 678	47 721	51 957	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	1 036 817	1 057 925	987 168	1 020 806	529 621	527 789	428 736	508 142
Recouvrements	-	-	-	-	(27 131)	(27 401)	(20 295)	(26 901)
Total, dépenses nettes	1 036 817	1 057 925	987 168	1 020 806	502 490	500 387	408 442	481 240

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence sont une estimation dans plusieurs provinces.

Préliminaires : chiffres basés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres basés sur les prévisions budgétaires. Pour le Québec, les prévisions budgétaires de la Financière agricole du Québec n'étaient pas disponibles. AAC a donc utilisé une moyenne des années précédentes pour déterminer les dépenses publiques pour 2012-2013.

* Les programmes de recherche et d'inspection sont limités aux subventions et contributions pour les activités de recherche et d'inspection. Les coûts d'exploitation (salaires des chercheurs et des inspecteurs) et d'immobilisation sont inclus dans les dépenses de fonctionnement et de capital. Les détails de cette information sont présentés au tableau C3.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2009-2010 à 2012-2013 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2009-2010	2010-2011	2011-2012 Préliminaires	2012-2013 Estimations	2009-2010	2010-2011	2011-2012 Préliminaires	2012-2013 Estimations
	(000 \$)							
ONTARIO								
A. Dépenses de fonctionnement	197 164	218 552	258 039	236 935	367 962	370 070	386 297	373 224
B. Dépenses de capital	5 669	12 293	11 053	22 781	21 246	21 671	20 219	16 030
C. Dépenses de programmes	275 353	227 223	349 827	387 598	319 448	286 197	216 628	280 773
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	135 383	91 744	216 785	265 909	128 222	95 065	81 567	114 267
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	8 045	2 129	8 601	3 836	24 598	27 635	6 178	2 425
c.3 Assurance production	34 183	33 000	31 000	34 000	48 459	49 636	45 808	32 855
c.4 Aide au financement	3 863	11 555	213	33	55 403	7 975	14 092	3 652
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	381	484	305	305	31	158	118	929
c.7 Recherche*	45 498	45 143	44 883	45 195	10 894	14 738	18 434	26 525
c.8 Inspection des aliments*	13 755	12 520	17 777	14 057	7 579	16 554	17 583	16 486
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	8 597	9 361	11 139	5 801	16 079	13 209	6 019	7 319
c.11 Développement rural et régional	7 271	6 765	6 667	6 667	14 626	46 694	11 362	57 753
c.12 Environnement	6 897	2 823	2 354	1 754	9 691	10 228	11 490	13 486
c.13 Enseignement	5 200	5 200	5 200	5 200	-	6	-	-
c.14 Vulgarisation	6 281	6 499	4 904	4 842	3 865	4 299	3 977	5 077
D. Dépenses fiscales	33 222	33 955	34 699	33 751	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	511 409	492 024	653 618	681 065	708 657	677 937	623 144	670 026
Recouvrements	(49 465)	(97 021)	(74 233)	(73 573)	(40 564)	(41 177)	(30 494)	(40 420)
Total, dépenses nettes	461 944	395 003	579 385	607 492	668 092	636 761	592 651	629 606
MANITOBA								
A. Dépenses de fonctionnement	55 760	49 414	58 311	55 238	174 413	175 603	174 625	203 263
B. Dépenses de capital	8 522	6 661	8 764	7 973	9 860	10 025	9 056	7 303
C. Dépenses de programmes	142 402	192 866	217 828	136 225	300 804	222 266	327 677	284 815
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	55 155	41 709	50 518	44 216	109 498	62 191	148 226	162 156
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	11 496	79 117	78 543	1 870	5 469	37 187	58 941	14 574
c.3 Assurance production	44 111	41 749	50 351	61 200	67 162	63 909	59 737	42 845
c.4 Aide au financement	2 468	(2 510)	412	-	82 348	6 802	15 365	4 336
c.5 Entreposage et transport	898	1 191	1 953	-	-	6 176	-	5 600
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	619	43	44	44	45	99	64	89
c.7 Recherche*	2 804	1 114	1 115	1 115	4 395	11 832	17 951	24 627
c.8 Inspection des aliments*	1 728	2 005	2 502	1 451	5 742	7 013	5 866	8 849
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	944	744	909	767	13 279	11 627	7 132	8 554
c.11 Développement rural et régional	12 733	12 899	13 167	13 586	7 412	9 325	4 806	3 927
c.12 Environnement	1 592	5 591	9 704	3 419	3 159	4 027	5 848	7 063
c.13 Enseignement	7 333	8 856	8 212	8 180	-	3	-	-
c.14 Vulgarisation	521	358	398	377	2 294	2 076	3 740	2 195
D. Dépenses fiscales	73 475	77 056	76 301	81 343	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	280 158	325 998	361 204	280 778	485 077	407 894	511 358	495 382
Recouvrements	(3 798)	(2 276)	(6 269)	(4 678)	(18 824)	(19 040)	(14 111)	(18 704)
Total, dépenses nettes	276 360	323 722	354 935	276 100	466 253	388 853	497 247	476 678

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence sont une estimation dans plusieurs provinces.

Préliminaires : chiffres basés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres basés sur les prévisions budgétaires. Pour le Québec, les prévisions budgétaires de la Financière agricole du Québec n'étaient pas disponibles. AAC a donc utilisé une moyenne des années précédentes pour déterminer les dépenses publiques pour 2012-2013.

* Les programmes de recherche et d'inspection sont limités aux subventions et contributions pour les activités de recherche et d'inspection. Les coûts d'exploitation (salaires des chercheurs et des inspecteurs) et d'immobilisation sont inclus dans les dépenses de fonctionnement et de capital. Les détails de cette information sont présentés au tableau C3.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2009-2010 à 2012-2013 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2009-2010	2010-2011	2011-2012 Préliminaires	2012-2013 Estimations	2009-2010	2010-2011	2011-2012 Préliminaires	2012-2013 Estimations
	(000 \$)							
SASKATCHEWAN								
A. Dépenses de fonctionnement	48 022	51 285	66 240	98 226	342 656	346 828	354 623	431 281
B. Dépenses de capital	2 737	3 508	5 010	22 149	18 752	19 333	17 901	14 256
C. Dépenses de programmes	336 020	447 300	475 658	375 661	355 194	517 827	547 436	432 584
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	131 432	141 188	155 000	123 760	96 636	142 622	162 594	182 347
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	5 402	122 942	94 424	258	2 312	166 528	143 953	47 405
c.3 Assurance production	111 071	97 549	131 335	147 590	163 128	140 009	180 292	129 311
c.4 Aide au financement	16 534	6 589	13 904	12 333	47 137	8 093	11 076	9 363
c.5 Entreposage et transport	295	166	290	256	-	-	2 367	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	66	60	81	69	12	70	34	1 566
c.7 Recherche*	19 259	21 181	17 474	20 762	6 599	16 820	7 104	25 893
c.8 Inspection des aliments*	5 083	3 148	3 116	2 731	13 696	3 685	5 399	11 233
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	2 341	(17)	163	138	7 962	6 502	2 957	5 228
c.11 Développement rural et régional	28 997	38 255	53 547	55 078	8 655	8 529	7 783	5 480
c.12 Environnement	14 966	15 352	5 781	12 062	4 161	18 600	13 834	10 736
c.13 Enseignement	-	-	10	-	-	5	-	-
c.14 Vulgarisation	574	887	533	623	4 896	6 364	10 043	4 023
D. Dépenses fiscales	126 314	133 593	132 925	140 681	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	513 093	635 686	679 833	636 717	716 602	883 988	919 961	878 121
Recouvrements	(140 781)	(166 355)	(141 373)	(149 503)	(35 802)	(36 708)	(27 206)	(36 062)
Total, dépenses nettes	372 312	469 331	538 460	487 214	680 800	847 280	892 754	842 059
ALBERTA								
A. Dépenses de fonctionnement	192 062	196 789	198 920	188 948	347 362	338 588	350 476	395 175
B. Dépenses de capital	54 597	43 953	43 612	50 363	19 449	19 251	17 771	14 216
C. Dépenses de programmes	456 126	414 592	423 869	463 394	352 148	368 523	345 328	369 705
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	149 609	24 609	46 473	76 450	160 609	69 588	74 757	132 949
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	4 384	39 555	17 777	4 077	4 341	57 598	25 916	36 544
c.3 Assurance production	155 872	179 015	196 509	211 560	109 698	142 971	165 303	118 560
c.4 Aide au financement	7 186	10 404	8 815	11 667	21 216	4 565	5 466	4 678
c.5 Entreposage et transport	-	9 400	(8 214)	-	-	657	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	10 596	10 603	10 600	11 600	-	71	86	178
c.7 Recherche*	49 173	54 803	46 938	45 920	4 268	8 094	10 018	23 595
c.8 Inspection des aliments*	1 336	2 954	-	-	12 538	24 883	15 090	14 825
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	1 756	268	220	262	13 423	23 919	22 183	9 427
c.11 Développement rural et régional	1 450	1 450	1 450	1 450	17 857	23 503	11 495	9 905
c.12 Environnement	402	300	-	-	2 624	7 588	11 160	13 748
c.13 Enseignement	60 548	68 277	69 044	65 956	-	5	-	-
c.14 Vulgarisation	13 814	12 954	34 256	34 452	5 574	5 081	3 855	5 296
D. Dépenses fiscales	100 313	92 966	98 437	93 643	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	803 098	748 299	764 838	796 349	718 959	726 362	713 575	779 096
Recouvrements	(95 694)	(115 457)	(119 728)	(110 187)	(37 133)	(36 621)	(27 088)	(35 906)
Total, dépenses nettes	707 404	632 842	645 110	686 162	681 826	689 741	686 487	743 190

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence sont une estimation dans plusieurs provinces.

Préliminaires : chiffres basés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres basés sur les prévisions budgétaires. Pour le Québec, les prévisions budgétaires de la Financière agricole du Québec n'étaient pas disponibles. AAC a donc utilisé une moyenne des années précédentes pour déterminer les dépenses publiques pour 2012-2013.

* Les programmes de recherche et d'inspection sont limités aux subventions et contributions pour les activités de recherche et d'inspection. Les coûts d'exploitation (salaires des chercheurs et des inspecteurs) et d'immobilisation sont inclus dans les dépenses de fonctionnement et de capital. Les détails de cette information sont présentés au tableau C3.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2009-2010 à 2012-2013 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2009-2010	2010-2011	2011-2012 Préliminaires	2012-2013 Estimations	2009-2010	2010-2011	2011-2012 Préliminaires	2012-2013 Estimations
	(000 \$)							
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
A. Dépenses de fonctionnement	30 634	30 343	27 154	28 200	94 704	92 373	94 033	91 763
B. Dépenses de capital	535	173	767	959	5 469	5 435	4 993	4 032
C. Dépenses de programmes	40 058	26 882	33 961	29 831	56 380	69 385	51 040	58 946
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	28 533	16 055	16 828	17 420	19 304	35 094	15 226	23 235
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	701	150	3 781	3 039	5 582	2 714	3 165	1 619
c.3 Assurance production	7 000	7 000	7 600	7 000	11 409	11 596	12 638	9 064
c.4 Aide au financement	667	-	(220)	-	843	212	190	249
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	-	-	-	-	-	100	33	745
c.7 Recherche*	1 005	7	911	-	1 418	1 679	704	7 348
c.8 Inspection des aliments*	368	260	400	380	6 680	3 278	4 462	3 439
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	1 697	3 167	3 075	404	1 841	2 798	3 155	1 980
c.11 Développement rural et régional	-	150	1 500	1 500	4 451	6 933	4 758	4 096
c.12 Environnement	-	6	-	-	3 480	3 573	5 159	5 780
c.13 Enseignement	-	-	-	-	-	1	-	-
c.14 Vulgarisation	87	87	85	88	1 372	1 408	1 551	1 390
D. Dépenses fiscales	6 929	6 930	14 531	6 931	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	78 156	64 327	76 413	65 921	156 554	167 193	150 067	154 740
Recouvrements	-	-	-	-	(10 442)	(10 324)	(7 656)	(10 149)
Total, dépenses nettes	78 156	64 327	76 413	65 921	146 112	156 869	142 411	144 592

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence sont une estimation dans plusieurs provinces.

Préliminaires : chiffres basés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres basés sur les prévisions budgétaires. Pour le Québec, les prévisions budgétaires de la Financière agricole du Québec n'étaient pas disponibles. AAC a donc utilisé une moyenne des années précédentes pour déterminer les dépenses publiques pour 2012-2013.

* Les programmes de recherche et d'inspection sont limités aux subventions et contributions pour les activités de recherche et d'inspection. Les coûts d'exploitation (salaires des chercheurs et des inspecteurs) et d'immobilisation sont inclus dans les dépenses de fonctionnement et de capital. Les détails de cette information sont présentés au tableau C3.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2009-2010 à 2012-2013

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2009-2010	2010-2011	2011-2012 Préliminaires	2012-2013 Estimations	2009-2010	2010-2011	2011-2012 Préliminaires	2012-2013 Préliminaires
	(000 \$)							
CANADA								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	18 632	19 666	16 972	16 398	275 765	272 115	269 030	263 878
- capital	6 007	7 184	11 115	21 755	11 582	9 393	11 582	6 890
- programme	144 395	151 250	138 510	142 257	36 378	66 092	78 499	150 675
Total, Recherche	169 034	178 100	166 597	180 409	323 725	347 601	359 111	421 444
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	142 105	143 388	164 716	142 989	711 857	709 916	756 249	745 896
- capital	24 096	24 435	15 552	22 568	34 978	41 201	29 686	42 058
- programme	47 055	47 897	53 508	44 167	54 328	68 599	57 609	71 600
Total, Inspection	213 255	215 720	233 776	209 724	801 163	819 716	843 544	859 554
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	728	676	234	578	755	729	726	713
- capital	7	9	33	63	31	25	31	19
- programme	96	582	14	450	414	596	1 366	1 018
Total, Recherche	830	1 267	281	1 091	1 200	1 349	2 123	1 750
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	2 184	2 148	2 570	2 528	1 889	1 842	2 058	1 929
- capital	48	72	10	1 793	93	109	78	111
- programme	1 820	567	501	113	612	547	1 125	600
Total, Inspection	4 053	2 788	3 081	4 433	2 594	2 498	3 261	2 639
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	-	-	2 511	2 465	2 470	2 419
- capital	-	-	-	-	106	83	106	63
- programme	1 671	1 219	932	683	197	577	1 584	1 131
Total, Recherche	1 671	1 219	932	683	2 813	3 125	4 160	3 613
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	2 346	2 250	3 047	3 496	6 199	5 997	6 647	6 581
- capital	61	-	13	-	319	364	262	370
- programme	539	514	25	312	555	654	569	941
Total, Inspection	2 946	2 764	3 085	3 808	7 072	7 015	7 478	7 892

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques,

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2009-2010 à 2012-2013 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2009-2010	2010-2011	2011-2012 Préliminaires	2012-2013 Estimations	2009-2010	2010-2011	2011-2012 Préliminaires	2012-2013 Préliminaires
	(000 \$)							
NOUVELLE-ÉCOSSE								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	-	-	3 091	2 975	3 077	2 997
- capital	-	-	480	627	130	102	132	78
- programme	1 196	1 070	1 172	1 000	1 039	582	1 895	5 447
Total, Recherche	1 196	1 070	1 652	1 627	4 260	3 659	5 103	8 523
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	2 474	1 748	1 740	1 754	7 602	7 391	8 237	8 121
- capital	-	-	-	-	392	447	322	455
- programme	5 090	3 973	5 119	4 738	2 840	826	821	920
Total, Inspection	7 563	5 722	6 859	6 492	10 834	8 665	9 380	9 496
NOUVEAU-BRUNSWICK								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	586	517	904	534	3 054	2 965	2 978	2 927
- capital	20	0	1	-	128	103	128	76
- programme	655	835	698	674	1 838	2 007	1 388	2 336
Total, Recherche	1 261	1 352	1 603	1 208	5 021	5 075	4 494	5 339
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	3 139	3 193	3 415	2 414	7 504	7 408	7 994	7 928
- capital	185	9	142	2	388	451	325	458
- programme	266	260	645	189	653	592	532	971
Total, Inspection	3 591	3 462	4 201	2 605	8 546	8 451	8 851	9 358
QUÉBEC								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	4 153	3 781	3 122	2 675	42 467	41 883	41 984	41 264
- capital	-	-	-	-	1 786	1 453	1 811	1 077
- programme	23 038	25 295	24 374	26 458	5 241	8 740	17 981	32 554
Total, Recherche	27 192	29 076	27 496	29 133	49 495	52 075	61 776	74 895
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	38 107	41 593	46 809	31 305	106 188	106 437	114 612	113 483
- capital	22 598	22 710	14 056	19 488	5 395	6 373	4 592	6 474
- programme	17 069	21 695	23 422	20 196	3 294	10 411	5 984	13 044
Total, Inspection	77 774	85 997	84 287	70 990	114 877	123 221	125 187	133 001

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques,

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2009-2010 à 2012-2013 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2009-2010	2010-2011	2011-2012 Préliminaires	2012-2013 Estimations	2009-2010	2010-2011	2011-2012 Préliminaires	2012-2013 Préliminaires
	(000 \$)							
ONTARIO								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	2 565	3 168	3 577	3 318	63 828	63 244	63 472	62 064
- capital	5 150	6 250	10 250	20 714	2 671	2 183	2 724	1 621
- programme	45 498	45 143	44 883	45 195	10 894	14 738	18 434	26 525
Total, Recherche	53 213	54 561	58 710	69 226	77 393	80 165	84 630	90 209
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	36 225	38 040	42 300	41 799	161 399	162 600	175 368	173 160
- capital	500	1 000	500	500	8 067	9 578	6 899	9 739
- programme	13 755	12 520	17 777	14 057	7 579	16 554	17 583	16 486
Total, Inspection	50 479	51 559	60 577	56 356	177 045	188 732	199 850	199 385
MANITOBA								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	-	-	29 553	29 309	27 980	27 321
- capital	-	-	-	-	1 240	1 010	1 199	713
- programme	2 804	1 114	1 115	1 115	4 395	11 832	17 951	24 627
Total, Recherche	2 804	1 114	1 115	1 115	35 188	42 151	47 130	52 662
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	10 998	10 009	11 237	10 476	77 809	78 001	79 896	78 635
- capital	200	180	180	180	3 743	4 429	3 192	4 534
- programme	1 728	2 005	2 502	1 451	5 742	7 013	5 866	8 849
Total, Inspection	12 926	12 194	13 919	12 107	87 294	89 442	88 955	92 018
SASKATCHEWAN								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	2 698	2 280	2 449	914	56 038	56 850	55 686	54 730
- capital	5	4	0	-	2 357	1 948	2 402	1 429
- programme	19 259	21 181	17 474	20 762	6 599	16 820	7 104	25 893
Total, Recherche	21 962	23 465	19 923	21 676	64 995	75 617	65 192	82 052
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	3 101	3 378	3 762	-	151 023	152 588	162 809	160 239
- capital	-	-	-	-	7 119	8 543	6 155	8 708
- programme	5 083	3 148	3 116	2 731	13 696	3 685	5 399	11 233
Total, Inspection	8 184	6 526	6 878	2 731	171 839	164 816	174 363	180 179

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques,

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2009-2010 à 2012-2013 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2009-2010	2010-2011	2011-2012 Préliminaires	2012-2013 Estimations	2009-2010	2010-2011	2011-2012 Préliminaires	2012-2013 Préliminaires
	(000 \$)							
ALBERTA								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	7 901	8 488	5 877	6 293	58 119	55 895	55 196	54 248
- capital	825	921	350	350	2 445	1 939	2 381	1 416
- programme	49 173	54 803	46 938	45 920	4 268	8 094	10 018	23 595
Total, Recherche	57 899	64 212	53 165	52 563	64 832	65 928	67 594	79 260
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	37 598	34 918	43 423	43 374	152 005	148 244	157 094	154 638
- capital	472	433	380	380	7 384	8 508	6 128	8 717
- programme	1 336	2 954	-	-	12 538	24 883	15 090	14 825
Total, Inspection	39 406	38 305	43 803	43 754	171 927	181 635	178 312	178 179
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	756	809	2 086	16 349	15 801	15 460	15 195
- capital	-	-	-	-	688	548	667	397
- programme	1 005	7	911	-	1 418	1 679	704	7 348
Total, Recherche	1 005	763	1 720	2 086	18 454	18 028	16 832	22 940
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	5 933	6 112	6 414	5 843	40 219	39 401	41 527	41 182
- capital	31	31	271	225	2 077	2 398	1 732	2 491
- programme	368	260	400	380	6 680	3 278	4 462	3 439
Total, Inspection	6 333	6 403	7 086	6 448	48 975	45 077	47 721	47 113

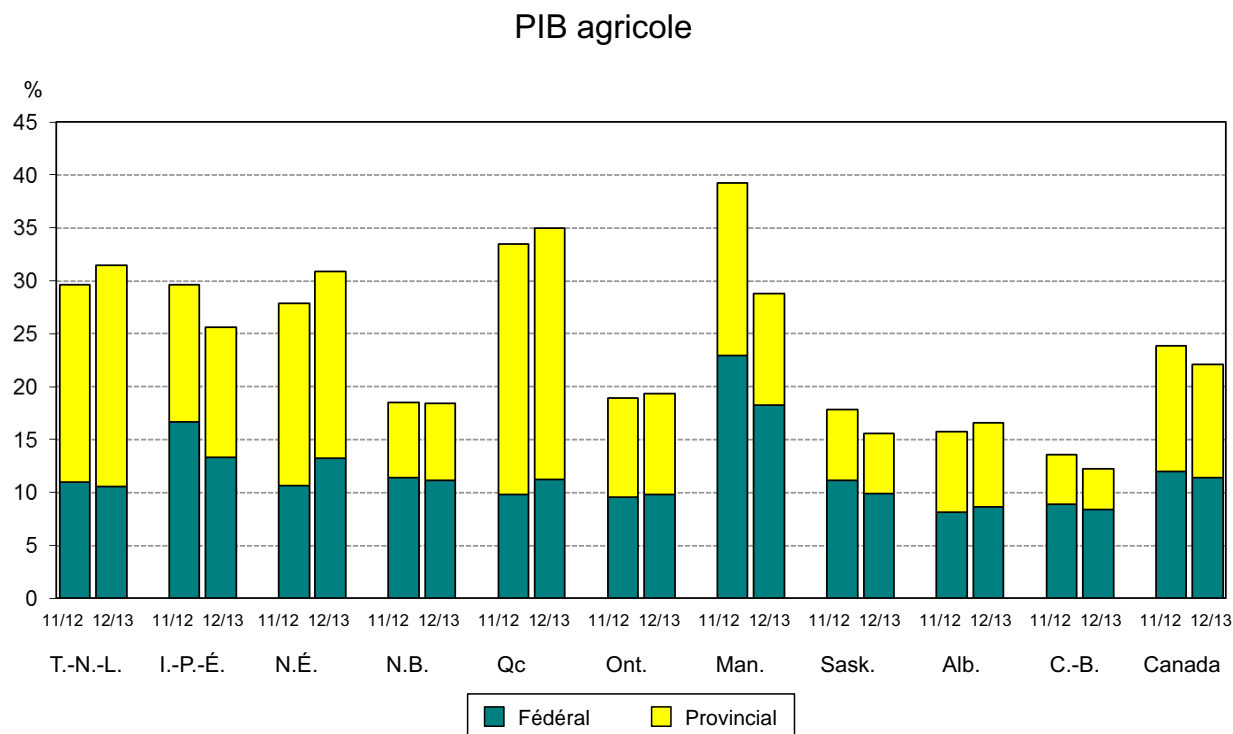
Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques,

Tableau C.4 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire, Canada et provinces, 2009-2010 à 2012-2013

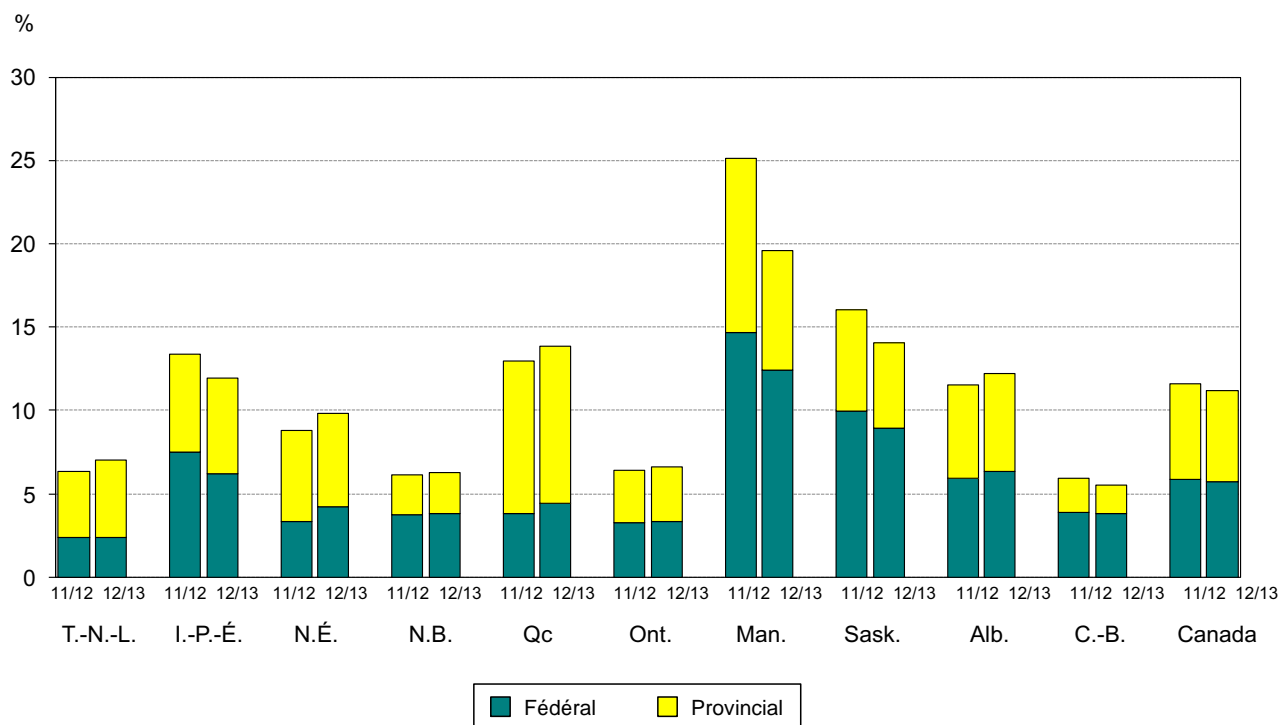
	Agricole				Agroalimentaire			
	2009-2010	2010-2011	2011-2012 Préliminaires	2012-2013 Estimations	2009-2010	2010-2011	2011-2012 Préliminaires	2012-2013 Estimations
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR								
PIB provincial (millions de \$)	93,1	108,5	116,2	121,8	473,7	524,9	545,6	545,3
Fédéral (%)	10,2	9,6	11,0	10,6	2,0	2,0	2,3	2,4
Provincial (%)	22,1	18,8	18,6	21,1	4,3	3,9	4,0	4,7
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
PIB provincial (millions de \$)	239,0	249,2	250,0	265,4	534,1	551,4	552,9	568,7
Fédéral (%)	11,3	16,9	16,6	13,3	5,1	7,6	7,5	6,2
Provincial (%)	13,5	13,6	13,0	12,2	6,1	6,2	5,9	5,7
NOUVELLE-ÉCOSSE								
PIB provincial (millions de \$)	302,3	304,0	306,6	310,9	940,0	958,1	973,4	976,0
Fédéral (%)	15,7	11,6	10,7	13,3	5,1	3,7	3,4	4,2
Provincial (%)	20,4	18,3	17,2	17,6	6,6	5,8	5,4	5,6
NOUVEAU-BRUNSWICK								
PIB provincial (millions de \$)	386,8	388,0	382,7	400,2	1 129,8	1 150,6	1 157,9	1 175,0
Fédéral (%)	10,7	10,0	11,4	11,2	3,7	3,4	3,8	3,8
Provincial (%)	7,1	7,0	7,1	7,3	2,4	2,4	2,3	2,5
QUÉBEC								
PIB provincial (millions de \$)	3 925,3	4 122,2	4 170,6	4 297,0	10 178,2	10 596,6	10 762,9	10 851,5
Fédéral (%)	12,8	12,1	9,8	11,2	4,9	4,7	3,8	4,4
Provincial (%)	26,4	25,7	23,7	23,8	10,2	10,0	9,2	9,4
ONTARIO								
PIB provincial (millions de \$)	5 753,3	6 090,7	6 185,7	6 406,9	17 503,1	18 137,3	18 342,7	18 776,1
Fédéral (%)	11,6	10,5	9,6	9,8	3,8	3,5	3,2	3,4
Provincial (%)	8,0	6,5	9,4	9,5	2,6	2,2	3,2	3,2
MANITOBA								
PIB provincial (millions de \$)	2 572,9	2 302,4	2 170,4	2 612,9	3 716,2	3 493,6	3 394,9	3 839,6
Fédéral (%)	18,1	16,9	22,9	18,2	12,5	11,1	14,6	12,4
Provincial (%)	10,7	14,1	16,4	10,6	7,4	9,3	10,5	7,2
SASKATCHEWAN								
PIB provincial (millions de \$)	7 808,2	7 074,0	8 019,1	8 531,7	8 641,1	7 973,7	8 933,2	9 451,4
Fédéral (%)	8,7	12,0	11,1	9,9	7,9	10,6	10,0	8,9
Provincial (%)	4,8	6,6	6,7	5,7	4,3	5,9	6,0	5,2
ALBERTA								
PIB provincial (millions de \$)	6 573,5	7 932,2	8 473,6	8 633,0	9 302,0	10 917,0	11 548,0	11 698,8
Fédéral (%)	10,4	8,7	8,1	8,6	7,3	6,3	5,9	6,4
Provincial (%)	10,8	8,0	7,6	7,9	7,6	5,8	5,6	5,9
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
PIB provincial (millions de \$)	1 550,3	1 578,2	1 608,4	1 722,1	3 515,5	3 614,2	3 691,5	3 797,7
Fédéral (%)	9,4	9,9	8,9	8,4	4,2	4,3	3,9	3,8
Provincial (%)	5,0	4,1	4,8	3,8	2,2	1,8	2,1	1,7
CANADA								
PIB fédéral (millions de \$)	26 227,0	26 700,8	28 063,8	30 532,8	54 418,9	55 901,2	57 797,4	60 440,9
Fédéral (%)	12,6	12,6	12,0	11,4	6,1	6,0	5,8	5,7
Provincial (%)	11,7	11,5	11,8	10,8	5,7	5,5	5,7	5,4

Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques et Conference Board du Canada pour les données sur le PIB,

Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire, 2011-2012 et 2012-2013



Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques et le Conference Board du Canada pour les données sur le PIB,



Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques et le Conference Board du Canada pour les données sur le PIB,

Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales, Canada et provinces, 2009-2010 à 2012-2013

	PIB Total				Dépenses totales			
	2009-2010	2010-2011	2011-2012 Préliminaires	2012-2013 Estimations	2009-2010	2010-2011	2011-2012 Préliminaires	2012-2013 Estimations
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR								
Total provincial (millions de \$)	23 428	26 943	28 421	28 718	5 958	6 407	6 658	7 576
PIB agroalim, en % du PIB total	2,02	1,95	1,92	1,90				
Dép, agroalim, en % des dép, totales					0,34	0,32	0,32	0,34
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
Total provincial (millions de \$)	4 500	4 627	4 788	4 923	1 581	1 598	1 531	1 585
PIB agroalim, en % du PIB total	11,87	11,92	11,55	11,55				
Dép, agroalim, en % des dép, totales					2,05	2,12	2,12	2,05
NOUVELLE-ÉCOSSE								
Total provincial (millions de \$)	32 489	33 329	34 290	35 335	7 960	7 874	8 235	8 535
PIB agroalim, en % du PIB total	2,89	2,87	2,84	2,76				
Dép, agroalim, en % des dép, totales					0,77	0,71	0,64	0,64
NOUVEAU-BRUNSWICK								
Total provincial (millions de \$)	26 274	27 312	28 142	28 851	7 872	8 130	8 050	8 196
PIB agroalim, en % du PIB total	4,30	4,21	4,11	4,07				
Dép, agroalim, en % des dép, totales					0,35	0,33	0,34	0,35
QUÉBEC								
Total provincial (millions de \$)	289 855	304 038	317 748	327 785	66 093	66 923	66 753	69 078
PIB agroalim, en % du PIB total	3,51	3,49	3,39	3,31				
Dép, agroalim, en % des dép, totales					1,57	1,58	1,48	1,48
ONTARIO								
Total provincial (millions de \$)	551 227	577 642	603 361	625 669	115 055	120 669	124 068	126 393
PIB agroalim, en % du PIB total	3,18	3,14	3,04	3,00				
Dép, agroalim, en % des dép, totales					0,40	0,33	0,47	0,48
MANITOBA								
Total provincial (millions de \$)	48 872	51 281	54 137	56 540	10 568	10 889	11 378	11 824
PIB agroalim, en % du PIB total	7,60	6,81	6,27	6,79				
Dép, agroalim, en % des dép, totales					2,62	2,97	3,12	2,34
SASKATCHEWAN								
Total provincial (millions de \$)	55 641	62 074	67 278	70 135	12 486	13 311	10 679	11 196
PIB agroalim, en % du PIB total	15,53	12,85	13,28	13,48				
Dép, agroalim, en % des dép, totales					2,98	3,53	5,04	4,35
ALBERTA								
Total provincial (millions de \$)	235 107	261 349	283 799	298 525	36 684	38 264	38 994	41 149
PIB agroalim, en % du PIB total	3,96	4,18	4,07	3,92				
Dép, agroalim, en % des dép, totales					1,93	1,65	1,65	1,67
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
Total provincial (millions de \$)	179 997	190 254	202 222	209 178	31 759	32 850	35 371	35 631
PIB agroalim, en % du PIB total	1,95	1,90	1,83	1,82				
Dép, agroalim, en % des dép, totales					0,25	0,20	0,22	0,19
TOTAL - PROVINCIAL								
Total provincial (millions de \$)	1 447 390	1 538 848	1 624 186	1 685 658	296 016	306 915	311 717	321 162
PIB agroalim, en % du PIB total	3,86	3,76	3,69	3,66				
Dép, agroalim, en % des dép, totales					1,04	1,00	1,06	1,02
CANADA - FÉDÉRAL								
Total fédéral (millions de \$)	1 455 487	1 548 096	1 633 584	1 695 944	274 198	270 463	271 423	257 563
PIB agroalim, en % du PIB total	3,74	3,61	3,54	3,56				
Dép, agroalim, en % des dép, totales					1,20	1,25	1,24	1,35

Sources : Comptes publics / Documents de budget et Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Méthodologie des dépenses publiques

Définition des dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Les dépenses publiques (DP) permettent d'évaluer ce que les gouvernements consacrent au soutien du secteur agroalimentaire (agriculture primaire, industrie de l'agrofourmiture et transformation des aliments et des boissons mais excluant les dépenses reliées à l'aquaculture et la transformation du poisson) au cours d'un exercice financier. Elles englobent les frais assumés pour l'acquisition de biens et de services et les sommes payées directement ou indirectement à des particuliers, à des organismes ou à d'autres entités du secteur agroalimentaire à titre de paiements de transferts ou dans le cadre de programmes mis sur pied par le gouvernement fédéral ou les gouvernements provinciaux. Elles tiennent compte aussi des transferts aux sociétés d'État et des transferts effectués entre les ministères et entre les ordres de gouvernement. Les renseignements concernant les dépenses publiques proviennent de documents divers et de données fournies par des agents de différents ministères. Les sources sont les comptes publics, les budgets et/ou les plans de dépenses fédéraux et provinciaux, Statistique Canada ainsi que des rapports internes reliés aux activités agroalimentaires, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des ministères de l'agriculture.

Comptabilité d'exercice : Depuis l'année financière 2001-2002, les gouvernements fédéral et provinciaux ont adopté la comptabilité d'exercice intégrale, qui est conforme aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) et qui est acceptée à l'échelle mondiale comme un ensemble de normes générales d'enregistrement et de préparation de rapports sur les transactions financières. Elle a aussi l'approbation de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA). Ce changement affecte les DP au niveau de la capitalisation des immobilisations. Ainsi, les dépenses en immobilisations tiennent compte des charges d'amortissement des immobilisations au cours de leur vie utile.

Traitement des déficits et des surplus de programmes :

Les déficits de programmes ainsi que les remises et les réductions de dettes d'aide alimentaire à l'étranger sont comptabilisés dans la série de dépenses publiques durant l'année où ils sont inscrits aux comptes publics. Les déficits provenant des programmes et les prêts en défaut qui ne sont pas encore reconnus par un transfert de fonds des gouvernements sont exclus des estimations des dépenses. Lorsque des surplus de caisse provenant de programmes financés par les gouvernements sont retournés aux deux ordres de gouvernement au terme d'un programme, les remises ou les recouvrements sont comptabilisés durant l'année où ils sont inscrits dans les documents officiels.

Traitement des sociétés d'État : Seuls les transferts de fonds des gouvernements vers les sociétés d'État sont inclus dans les estimations des dépenses. Les dépenses, les recettes, les pertes et les déficits courants des sociétés d'État sont exclus.

Dépenses à l'étranger : Les dépenses consacrées à l'aide alimentaire et au soutien d'organisations agricoles internationales ne sont incluses que dans les dépenses fédérales totales et dites « à l'étranger ». C'est pourquoi la somme des dépenses fédérales par province diffère du total fédéral. Ces dépenses « à l'étranger » comprennent l'achat de biens agricoles canadiens pour distribution à l'étranger et les fonds versés à des organismes agricoles internationaux.

Traitement des comptes de programmes spéciaux : Dans le cas de programmes gérés par un fonds financé à même les contributions gouvernementales ainsi que celles des producteurs, seules les contributions gouvernementales au fonds et aux frais d'administration sont incluses dans les dépenses. La part des producteurs et les paiements qui leur sont versés ne sont pas inclus. Citons en exemple l'assurance-récolte/production et le Compte de stabilisation du revenu net (CSRN).

Traitement des prêts et des avances : Les prêts et les avances accordés aux producteurs et aux organismes ne sont pas inclus puisqu'ils finiront par être remboursés. Cependant, les subventions d'intérêts et les non-paiements de prêts sont inclus, tels qu'inscrits aux comptes publics, étant à ce titre considérés comme des coûts assumés par les gouvernements. La méthode de comptabilité d'exercice prévoit également des provisions pour créances douteuses et des provisions pour moins-value qui font partie des estimations des DP. De la même façon, des provisions pour pertes probables sur des garanties de prêt émises par le gouvernement sont établies chaque fois que le recouvrement est considéré douteux et ces dépréciations font maintenant partie des estimations des DP.

Recouvrement des gouvernements : Les recouvrements des dépenses des gouvernements incluent les droits payés par les utilisateurs pour des services, les licences et les permis, les locations et les crédits-bails, les ventes et les redevances, les ventes de terrains, les transferts d'un ordre de gouvernement à un autre, le remboursement des dépenses d'exercices précédents et les recouvrements d'exercices précédents, y compris la part des gouvernements au titre des surplus de programmes, et des autres recouvrements divers. Ces recouvrements sont imputés aux dépenses des programmes ou aux dépenses totales afin qu'on puisse

estimer la valeur nette des dépenses, Les remboursements de prêts et d'avances, et les revenus de placement ne sont pas inclus dans les recouvrements,

Traitement des dépenses fiscales : Les dépenses fiscales provinciales se limitent aux rabais et aux exemptions sur la taxe des carburants, ainsi qu'aux rabais sur la taxe foncière, Les taxes de vente et les impôts sur le revenu ne sont pas inclus dans les estimations fédérales et provinciales,

Tableau C,1 et Graphique C,1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire

Les chiffres inclus dans ce tableau représentent les dépenses publiques de différents ministères comme Agriculture et Agroalimentaire Canada, Santé Canada, Transports Canada, Industrie Canada et le ministère des Finances, Ces chiffres incluent également les dépenses publiques des différents ministères provinciaux,

Répartition des dépenses fédérales

- Les dépenses fédérales par province n'existent que pour certains programmes, Lorsque l'attribution de ces dépenses fédérales doit être effectuée par province, on utilise les méthodes expliquées ci-après,
- Les dépenses au titre des programmes, qui ne sont pas disponibles dans les documents du budget ou des plans de dépenses, sont estimées selon la moyenne de ces dépenses au cours des trois dernières années dans chacune des provinces,
- Les dépenses de fonctionnement et de capital établies au préalable dans les provinces en se fondant sur les centres d'administration ou simplement attribuées à la région de la capitale nationale, ainsi que les transferts effectués aux organismes nationaux, sont répartis entre les provinces comme suit :
 - les dépenses de fonctionnement et de capital de l'Administration du rétablissement agricole des Prairies ainsi que celles de la Direction générale des Services à l'industrie et aux marchés sont réparties par province, au prorata des paiements versés par ces organisations en vertu de leurs programmes respectifs, en supposant que ces dépenses sont proportionnelles à celles des programmes;
 - toutes les autres dépenses de fonctionnement et de capital ainsi que les transferts aux organismes nationaux sont répartis par province en utilisant la moyenne mobile de trois ans de la répartition provinciale des recettes totales du marché (RTM) ou des recettes de marché provenant de productions particulières, lorsque plus approprié, Les niveaux relatifs de RTM sont par conséquent utilisés comme

valeur d'approximation des avantages relatifs tirés de ces programmes par chaque province, Par exemple, la distribution provinciale des recettes totales de marché provenant des céréales et des oléagineux est utilisée pour répartir entre les provinces les dépenses de fonctionnement et de capital de la Commission canadienne des grains, Le ratio basé sur les RTM n'est utilisé qu'à partir de l'année 2000-2001 alors que pour les années précédentes, c'est le ratio basé sur les recettes monétaires totales qui est utilisé;

- à l'exception des dépenses en vertu du Programme d'aide de transition au transport des marchandises dans la région Atlantique, toutes les dépenses reliées au transport sont réparties entre les provinces en se basant sur les volumes expédiés par voie ferroviaire dans chaque province,
- La catégorie Autres inclut les dépenses au Yukon, aux Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut et à l'étranger pour l'aide alimentaire, de même que les dépenses aux organismes internationaux,

Tableau C,2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire par catégorie

Les dépenses de fonctionnement incluent toutes les dépenses associées au fonctionnement quotidien du Ministère, y compris les salaires, les avantages sociaux, les voyages, l'achat de biens et de services ainsi que les frais reliés à l'administration des divers programmes provenant de différents ministères,

Les dépenses de capital incluent les frais d'acquisition, de construction et de rénovation des bâtiments ainsi que l'achat d'éléments d'actif tels que le terrain, la propriété, le gros équipement et l'ameublement, Sont également inclus les coûts d'amortissement des immobilisations répartis sur leur durée de vie utile,

Les dépenses de programmes comprennent les sommes remises directement ou indirectement aux personnes, aux organismes ou à d'autres entités du secteur agricole à titre de paiement de transfert ou dans le cadre de programmes en cours mis sur pied par les ministères fédéraux et/ou provinciaux,

- **Les programmes de soutien et de stabilisation du revenu** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes tels que le PCSRA, CSRN, les subventions laitières, les programmes de protection du revenu, la majorité des programmes complémentaires et les programmes provinciaux de stabilisation du revenu,
- **Les programmes d'aide spéciale et de réduction des coûts** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes spéciaux tels que

le Programme de paiements pour les producteurs de céréales et d'oléagineux (PPPCO), les programmes d'aide aux producteurs touchés par la crise liée à l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) et aux sinistrés des inondations ainsi que ceux d'ajustement et de transition. On y trouve aussi les subventions visant à réduire les coûts de production comme l'aide à l'insémination artificielle et à la location des terres. Les programmes de réduction des coûts compris dans les catégories subséquentes, par exemple les subventions pour rabais d'intérêt, n'en font pas partie,

- **Le programme d'assurance-récolte/production** comprend les primes que les gouvernements versent aux fonds reliés à ce programme,
- **L'aide au financement** comprend la Loi sur les programmes de commercialisation agricole (LPCA) qui est composé du Programme de paiement anticipé (PPA) et du Programme de mise en commun des prix (PMCP). Elle comprend aussi la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC) et les programmes de rabais d'intérêt. Elle comprend également des provisions pour créances douteuses et des provisions pour pertes probables sur les garanties de prêts consenties par le gouvernement,
- **Les programmes d'entreposage et de transport** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes d'aide au transport,
- **Les programmes sociaux et de main-d'oeuvre** comprennent les subventions et les contributions versées aux organisations communautaires ainsi que celles versées pour la formation générale, par exemple, le soutien à la main-d'oeuvre agricole,
- **Les programmes de recherche** se limitent aux subventions et aux contributions pour les activités de recherche, y compris la recherche visant à améliorer la qualité des produits. Sont toutefois exclus les frais administratifs, par exemple, les salaires des chercheurs. Voir le tableau C,3 pour de plus amples renseignements pour les dépenses consacrées à la recherche et à l'inspection,
- **Les programmes d'inspection des aliments** se limitent aux subventions et aux contributions versées pour la santé animale, les services vétérinaires, les mises à l'essai de produits, la lutte contre les maladies et les ravageurs et la qualité des aliments. Sont toutefois exclus les frais administratifs, par exemple, les salaires des inspecteurs. Voir le tableau C,3 pour de plus amples renseignements sur les dépenses pour la recherche et l'inspection,
- **Les programmes d'aide alimentaire et de développement international** comprennent les subventions et les contributions versées à cet égard à des organismes agricoles internationaux. Les projets de développement international qui sont considérés sont ceux portant sur l'agriculture, la transformation agricole ainsi que sur l'alimentation. Les remises de dettes des pays en développement contractées par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) font aussi partie de cette catégorie. Cette remise de dette est constituée de prêts ou de lignes de crédit octroyés dans le but de développer l'agriculture et l'agroalimentaire dans ces pays. Elle est maintenant intégrée à la liste de dépenses fédérales depuis 1990-1991,
- **Les programmes de commercialisation et de marketing** comprennent les subventions versées pour des activités liées à la promotion de produits, et au développement de produits et de marchés. Ils tiennent compte aussi des réductions du service de la dette et des réductions de dettes contractées auprès de la Commission canadienne du blé (CCB) suite à l'accord conclu avec le Club de Paris. Les paiements de réduction de dette à la CCB sont maintenant intégrés aux dépenses fédérales depuis 1991-1992. Cette catégorie n'inclut pas les paiements effectués à la Société pour l'expansion des exportations (SEE) en vertu de l'accord conclu avec le Club de Paris, puisque ces derniers ne sont pas des paiements de dette à caractère agricole,
- **Les programmes de développement rural et régional** comprennent les subventions et les contributions versées pour les projets d'irrigation, les pâturages collectifs ainsi que les projets d'ententes fédérales-provinciales sur le développement général,
- **Les programmes d'environnement** comprennent les subventions et les contributions pour les activités liées à la conservation des ressources agricoles et de la faune, et les dépenses ayant trait à l'approvisionnement en eau,
- **Les programmes d'enseignement** comprennent les subventions versées aux établissements d'enseignement agricole,
- **Les programmes de vulgarisation** comprennent les subventions et les contributions versées pour des activités liées à la diffusion d'information, à la formation et à l'offre de services aux agriculteurs telles que celles destinées au Conseil canadien des 4-H et à la gestion des surplus de fumier. Les frais administratifs, tels que les salaires des employés du gouvernement qui travaillent à la vulgarisation, sont toutefois exclus puisqu'ils font partie des dépenses de fonctionnement,

Les dépenses fiscales : les dépenses fiscales provinciales incluent les rabais et exemptions sur la taxe des carburants ainsi que les rabais sur la taxe foncière, Les taxes de vente et les impôts sur le revenu ne sont pas inclus dans les estimations fédérales ni provinciales,

Les recouvrements incluent les droits payés par les utilisateurs pour des services, les licences et les permis, les locations et les crédits-bails, les ventes et les redevances, les ventes de terrains, les transferts d'un ordre de gouvernement à un autre, le remboursement des dépenses d'exercices précédents et les recouvrements d'exercices précédents, y compris la part des gouvernements au titre des surplus de programmes, et les autres recouvrements divers, Ces recouvrements sont imputés aux dépenses de programme ou aux dépenses totales afin d'estimer la valeur nette des dépenses, Les remboursements de prêts et d'avances et les revenus de placement ne sont pas inclus dans les recouvrements,

Tableau C,3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire

Les dépenses de fonctionnement pour la recherche comprennent, en grande partie, les salaires des chercheurs ainsi que les dépenses liées au fonctionnement quotidien des directions et des centres de recherche servant, par exemple, à améliorer les technologies de production et les caractéristiques des produits afin de soutenir un secteur agroalimentaire concurrentiel,

Les dépenses de fonctionnement pour l'inspection et la réglementation des produits agricoles comprennent les dépenses liées au fonctionnement quotidien des directions et des centres d'inspection et de contrôle, à l'entretien et à la coordination des installations réseaux et, en grande partie, aux salaires des inspecteurs affectés à la prévention, à la vérification et à la certification des produits agroalimentaires du commerce,

Les dépenses en capital consacrées à la recherche incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens immobiliers comme les centres de recherche, l'ameublement et le gros équipement, ainsi que les charges d'amortissement,

Les dépenses en capital consacrées à l'inspection et à la réglementation incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens immobiliers comme les établissements d'inspection, l'ameublement et le gros équipement, ainsi que les charges d'amortissement,

Les dépenses attribuables à des programmes de recherche comprennent les subventions et les contributions versées aux universités, aux organismes scientifiques et aux particuliers pour le développement scientifique et technologique du secteur, Elles comprennent également les dépenses liées au Programme de partage des frais pour l'investissement,

Les dépenses reliées aux programmes d'inspection comprennent les subventions, les contributions et les indemnités prévues pour la perte de plantes et d'animaux telles que celles versées en vertu de la Loi sur la santé des animaux et de la Loi sur la protection des végétaux,

Tableau C,4 et Graphique C,3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire et Tableau C,5 : PIB total et dépenses publiques totales

Le produit intérieur brut, ou PIB, correspond à la valeur totale, sans double compte, des biens et des services produits dans un pays ou une région au cours d'une période donnée,

Les données du PIB en dollars de 1997 proviennent du Conference Board du Canada, Ces données correspondent au PIB aux prix de base de Statistique Canada, Ils sont convertis en dollars courants au moyen de l'indice déflateur du PIB (indice implicite de prix) provenant également du Conference Board du Canada, Les données du PIB sont fournies sur une base trimestrielle et sont regroupées en années financières,

Les données du PIB total portent sur tous les secteurs d'activité de l'économie canadienne et sont disponibles pour toutes les provinces et l'ensemble du Canada, Les données du PIB "agricole" comprennent toutes les industries agricoles primaires et de services connexes, Le PIB "agroalimentaire" est la somme des PIB agricole, alimentaire et des boissons, Il n'inclut pas des secteurs tels que ceux du transport et de l'entreposage, et du commerce de gros et de détail, Les données du PIB alimentaire comprennent toutes les industries des aliments faisant partie des industries manufacturières, Les données du PIB des boissons comprennent toutes les industries des boissons faisant partie des industries manufacturières; ces PIB ne sont disponibles que pour le Québec, l'Ontario et l'Alberta en raison de leur caractère confidentiel,

Le total canadien inclut, au niveau fédéral, les montants pour les provinces ainsi que pour le Yukon, le Nunavut et les territoires du Nord-Ouest,



SECTION D

Estimations du soutien à l'agriculture

Tableau D.1 : Estimation du soutien à l'agriculture, Canada, 2009-2011

	2009	2010	2011 Préliminaires
	- millions de \$ -		
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	41 157	41 203	46 011
dont part de produits SPM ¹ (%)	83	83	84
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	26 769	30 317	32 981
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	7 716	7 371	6 937
Soutien des prix du marché	4 530	4 431	4 106
Paielements au titre de la production	2	0	0
Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	473	454	461
Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev ² courants, production requise	2 165	2 004	1 957
Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	17	396	2
Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	217	5	369
Paielements selon des critères non liés à des produits de base	285	57	15
Paielements divers	27	24	27
ESP en pourcentage	17	17	14
Coefficient nominal de protection des producteurs (CNP des producteurs)	1.12	1.12	1.10
Coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNS aux producteurs)	1.21	1.20	1.17
Estimation du soutien aux services d'intérêt général	3 312	3 245	3 103
Recherche et développement	474	485	495
Établissements d'enseignement agricole	241	258	283
Services d'inspection	938	964	1 030
Infrastructures	495	568	590
Commercialisation et promotion	1 164	971	705
Stockage public	0	0	0
Divers	0	0	0
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-5 061	-4 954	-4 521
Transferts des consommateurs aux producteurs	-4 517	-4 424	-4 095
Autres transferts des consommateurs	-544	-530	-426
Transferts des contribuables aux consommateurs	0	0	0
Surcoût de l'alimentation animale	0	0	0
ESC en pourcentage	-19	-16	-14
Coefficient nominal de protection des consommateurs (CNP des consommateurs)	1.23	1.20	1.16
Coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNS aux consommateurs)	1.23	1.20	1.16
Estimation du soutien total (EST)	11 028	10 616	10 039
Transferts des consommateurs	5 061	4 954	4 521
Transferts des contribuables	6 512	6 192	5 944
Recettes budgétaires	-544	-530	-426

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2012, Pays de l'OCDE.

¹ Les produits SPM pour le Canada sont : le blé, le maïs, les autres céréales, les graines oléagineuses, le lait, la viande bovine, la viande porcine, la volaille et les oeufs.² S (Superficie cultivée), Na (nombre d'animaux), Rec (recettes), Rev (revenus agricoles).

Tableau D.2 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2009-2011

		2009	2010	2011 Préliminaires
		(en pourcentage de l'ESP total)		
Australie	Soutien au titre de la production des produits de base	0	0	0
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	56	48	41
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev ¹ courants, production requise	6	18	16
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	36	33	42
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	2	2	1
	Paielements divers	0	0	0
Canada	Soutien au titre de la production des produits de base	59	60	59
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	6	6	7
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	28	27	28
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	5	0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	3	0	5
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	4	1	0
	Paielements divers	0	0	0
Union européenne²	Soutien au titre de la production des produits de base	26	17	13
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	13	15	15
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	18	18	19
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	40	48	51
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	2	2	2
	Paielements divers	0	0	0
Japon	Soutien au titre de la production des produits de base	88	83	81
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	3	4	3
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	2	6	9
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	7	7	8
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0
	Paielements divers	0	0	0
Mexique	Soutien au titre de la production des produits de base	30	25	21
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	46	50	55
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	1	1	1
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	5	5	5
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	18	20	18
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0
	Paielements divers	0	0	0
Nouvelle-Zélande	Soutien au titre de la production des produits de base	61	74	82
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	38	26	17
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	1	0	0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	0	0
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0
	Paielements divers	0	0	0

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2012, Pays de l'OCDE.

¹ S (Superficie cultivée), Na (nombre d'animaux), Rec (recettes), Rev (revenus agricoles).² UE27 pour 2009, 2010 et 2011.

Tableau D.2 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2009-2011 (suite)

		2009	2010	2011 Préliminaires
		(en pourcentage de l'ESP total)		
États-Unis	Soutien au titre de la production des produits de base	16	14	12
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	29	35	32
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	28	21	28
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	19	21	19
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	8	9	9
	Paielements divers	0	0	0
OCDE	Soutien au titre de la production des produits de base	47	46	44
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	12	13	13
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	14	14	16
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	1	0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	23	25	25
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	2	2	2
	Paielements divers	0	0	0

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2012, Pays de l'OCDE.

¹ S (Superficie cultivée), Na (nombre d'animaux), Rec (recettes), Rev (revenus agricoles).² UE27 pour 2009, 2010 et 2011.

Tableau D.3 : Estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2009 à 2011

	2009	2010	2011 Préliminaires	2009	2010	2011 Préliminaires
	ESP Total (millions de \$US)			ESP en pourcentage (% de recettes agricoles brutes)		
Australie	989	1 206	1 550	3	3	3
Canada	6 760	7 155	7 013	17	17	14
Union européenne ¹	118 990	102 400	103 181	23	20	18
Japon	46 470	55 215	61 098	49	53	52
Mexique	6 004	6 001	6 182	14	12	12
Nouvelle-Zélande	50	82	134	0	1	1
États-Unis	33 016	27 591	30 579	11	8	8
OCDE	249 521	241 264	252 424	23	20	19

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2012, Pays de l'OCDE.

¹ UE27 pour 2009, 2010 et 2011.

Tableau D.4 : Transferts au titre d'un seul produit (TSP en pourcentage)¹ pour certains pays de l'OCDE, 2009 à 2011

	Blé			Maïs			Autres céréales			Canola/colza			Soya		
	2009	2010	2011p	2009	2010	2011p	2009	2010	2011p	2009	2010	2011p	2009	2010	2011p
Australie	0,0	0,0	0,0	n.c.	n.c.	n.c.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Canada	2,4	1,7	3,9	7,0	1,3	0,9	4,7	3,0	3,5	1,5	1,7	3,6	1,1	0,3	1,6
Union européenne ²	0,8	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1	0,0	0,0	0,0	0,0	2,2	0,0	0,0
Japon	42,0	48,1	51,7	n.c.	n.c.	n.c.	66,5	67,9	73,1	n.c.	n.c.	n.c.	15,7	18,7	41,1
Mexique	17,1	16,2	20,6	8,0	8,3	6,8	8,9	9,5	7,1	n.c.	n.c.	n.c.	14,7	8,9	4,6
Nouvelle-Zélande	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
États-Unis	13,0	6,0	7,1	4,5	2,7	3,7	5,7	4,1	6,0	n.c.	n.c.	n.c.	3,6	2,8	4,3
OCDE	7,5	4,3	3,6	4,7	3,2	3,4	8,1	7,6	3,7	0,8	0,8	1,5	4,3	3,7	6,4

	Viande bovine			Viande porcine			Lait			Volaille			Oeufs		
	2009	2010	2011p	2009	2010	2011p	2009	2010	2011p	2009	2010	2011p	2009	2010	2011p
Australie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Canada	3,4	2,6	1,2	5,4	5,7	3,0	57,4	55,8	43,1	19,1	15,6	30,5	16,2	21,9	12,6
Union européenne	34,3	12,4	11,2	3,5	2,8	0,1	1,5	1,6	1,4	37,7	28,7	21,3	1,7	0,9	1,0
Japon	28,9	31,9	38,9	72,5	67,9	67,4	56,6	49,0	55,6	10,1	10,3	10,2	14,9	14,4	15,3
Mexique	9,2	9,1	8,9	8,9	2,7	7,5	15,8	2,2	1,5	11,3	8,6	10,6	-0,2	0,0	-0,1
Nouvelle-Zélande	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	10,3	15,4	24,2	0,0	5,0	10,2
États-Unis	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	13,2	5,1	4,5	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
OCDE	16,3	9,7	9,0	11,4	10,5	9,0	14,4	10,3	9,4	15,8	10,4	9,3	5,5	6,8	4,7

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2012, Pays de l'OCDE.

p: Préliminaires

n.c. : non calculé

¹ Pourcentage des recettes agricoles brutes du produit.

² UE27 pour 2009, 2010 et 2011.

Tableau D.5 : Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)¹ pour certains pays de l'OCDE, 2009-2011

	2009	2010	2011 Préliminaires	2009	2010	2011 Préliminaires
	ESSG (millions de \$US)			part de l'ESSG dans le soutien total à l'agriculture (%)		
Australie	688	763	851	46	39	35
Canada	2 902	3 150	3 137	30	31	31
Union européenne ²	14 525	13 785	14 946	11	12	12
Japon	10 763	8 413	10 629	19	13	15
Mexique	764	745	849	11	11	12
Nouvelle-Zélande	195	276	363	80	77	73
États-Unis	56 651	69 846	75 476	46	52	51
OCDE	91 489	101 825	111 504	24	27	27

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2012, Pays de l'OCDE.

¹ Voir la note à la fin de la méthodologie.

² UE27 pour 2009, 2010 et 2011.

Tableau D.6 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)¹ pour certains pays de l'OCDE, 2009-2011

		2009	2010	2011 Préliminaires
		(en pourcentage de l'ESSG total)		
Australie	Recherche et développement	72	71	71
	Établissements d'enseignement agricole	1	1	1
	Services d'inspection	11	12	12
	Infrastructures	15	15	16
	Commercialisation et promotion	1	1	1
	Stockage public	0	0	0
	Divers	0	0	0
Canada	Recherche et développement	14	15	16
	Établissements d'enseignement agricole	7	8	9
	Services d'inspection	28	30	33
	Infrastructures	15	17	19
	Commercialisation et promotion	35	30	23
	Stockage public	0	0	0
	Divers	0	0	0
Union européenne²	Recherche et développement	21	20	19
	Établissements d'enseignement agricole	11	14	14
	Services d'inspection	7	7	5
	Infrastructures	32	29	29
	Commercialisation et promotion	27	31	33
	Stockage public	2	-1	0
	Divers	0	0	0
Japon	Recherche et développement	9	11	9
	Établissements d'enseignement agricole	4	5	4
	Services d'inspection	1	1	1
	Infrastructures	82	77	79
	Commercialisation et promotion	1	0	2
	Stockage public	2	3	2
	Divers	2	3	2
Mexique	Recherche et développement	16	13	14
	Établissements d'enseignement agricole	33	35	36
	Services d'inspection	5	11	13
	Infrastructures	33	28	27
	Commercialisation et promotion	13	14	10
	Stockage public	0	0	0
	Divers	0	0	0
Nouvelle-Zélande	Recherche et développement	23	31	28
	Établissements d'enseignement agricole	9	6	5
	Services d'inspection	39	38	45
	Infrastructures	29	25	21
	Commercialisation et promotion	0	0	0
	Stockage public	0	0	0
	Divers	0	0	0

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2012, Pays de l'OCDE.

¹ Voir la note à la fin de la méthodologie.² UE27 pour 2009, 2010 et 2011.³ Le programme de coupons alimentaires représente plus de 90% des dépenses dans la catégorie Commercialisation et promotion aux Etats-Unis.

Tableau D.6 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)¹ pour certains pays de l'OCDE, 2009-2011 (suite)

		2009	2010	2011 Préliminaires
		(en pourcentage de l'ESSG total)		
États-Unis	Recherche et développement	4	3	3
	Établissements d'enseignement agricole	0	0	0
	Services d'inspection	2	2	1
	Infrastructures	5	6	6
	Commercialisation et promotion ³	85	86	87
	Stockage public	0	0	0
	Divers	4	3	3
OCDE	Recherche et développement	9	8	8
	Établissements d'enseignement agricole	2	3	3
	Services d'inspection	4	4	3
	Infrastructures	21	17	18
	Commercialisation et promotion	60	65	65
	Stockage public	1	1	1
	Divers	3	3	2

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2012, Pays de l'OCDE.

¹ Voir la note à la fin de la méthodologie.² UE27 pour 2009, 2010 et 2011.³ Le programme de coupons alimentaires représente plus de 90% des dépenses dans la catégorie Commercialisation et promotion aux États-Unis.

Tableau D.7 : Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) pour certains pays de l'OCDE, 2009-2011

	2009	2010	2011 Préliminaires
	ESC en pourcentage (%) ¹		
Australie	-1	0	0
Canada	-19	-16	-14
Union européenne ²	-7	-3	-2
Japon	-43	-44	-43
Mexique	-3	-3	-2
Nouvelle-Zélande	-1	-2	-3
États-Unis	14	13	13
OCDE	-10	-8	-7

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2012, Pays de l'OCDE.

¹ ESC en pourcentage: proportion de la valeur des dépenses consacrées à la consommation de produits agricoles produits à l'intérieur du pays (ESC) dans la valeur de la consommation totale moins le soutien budgétaire aux consommateurs.² UE27 pour 2009, 2010 et 2011.

Tableau D.8 : Estimation du soutien total (EST) à l'agriculture pour certains pays de l'OCDE, 2009-2011

	2009	2010	2011 Préliminaires
	EST en pourcentage du PIB (%)		
Australie	0,15	0,15	0,16
Canada	0,72	0,65	0,59
Union européenne ¹	0,83	0,73	0,68
Japon	1,14	1,16	1,22
Mexique	0,80	0,68	0,64
Nouvelle-Zélande	0,21	0,25	0,30
États-Unis	0,88	0,93	0,97
OCDE	0,96	0,93	0,95

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2012, Pays de l'OCDE.

¹ UE27 pour 2009, 2010 et 2011.

Méthodologie des indicateurs de soutien de l'OCDE

Depuis 1986, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) mesure l'aide à l'agriculture en utilisant plusieurs indicateurs de transfert. Le plus important et le plus fondamental de ces indicateurs est l'Estimation du soutien aux producteurs (ESP). Ces résultats obtenus représentent la seule source disponible d'information transparente et comparable à l'échelle mondiale.

L'ESP est une mesure de l'ampleur et du type de transferts. L'ESP classe par catégories les différents types de transfert de manière à faciliter l'analyse des politiques et améliorer l'évaluation de la réforme des politiques. Puisque les mesures agricoles ont évolué, l'OCDE a décidé de réviser le système de classification de l'ESP pour mieux tenir compte des nouveaux types de mesures. L'OCDE a adopté d'importants changements à la classification des catégories de mesures générales de l'ESP, a changé la façon de mesurer le soutien par produits et a amélioré la présentation des indicateurs pertinents. Les catégories génériques identifient :

- Le fondement sur lequel repose le soutien: la production, les intrants, la superficie cultivée/nombre d'animaux/recettes/revenu, critères non liés à des produits de base.
- Soutien fondé sur un niveau courant ou antérieur (fixe);
- Production requise ou facultative.

La ventilation de l'ESP totale ne sera plus effectuée par produit, mais entre quatre catégories reflétant la latitude donnée aux agriculteurs pour leurs décisions de production dans le cadre des différentes mesures:

- Transferts au titre d'un seul produit (TSP);
- Transferts au titre d'un groupe de produits (TGP);
- Transferts au titre de tous les produits (TTP);
- Autres transferts aux producteurs (ATP),

Définitions des catégories dans la classification des mesures de l'ESP

Soutien des prix du marché (SPM) : transferts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de mesures créant un écart entre les prix sur le marché intérieur et les prix à la frontière pour un produit agricole donné. Ainsi, le SPM prend la forme d'une augmentation du prix imposé par les producteurs et payé par les consommateurs. Le montant total de l'aide augmente à mesure que les volumes produits augmentent. Le SPM est la seule forme d'aide qui a un impact simultané sur la production et la consommation d'un produit. Le SPM est aussi disponible par produit.

Paiements au titre de la production : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures fondées sur le niveau effectif de la production d'un produit agricole donné.

Paiements au titre de l'utilisation d'intrants : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures fondées sur l'utilisation d'intrants à la ferme :

- Utilisation d'intrants variables - paiements réduisant les coûts à la ferme d'un intrant variable particulier ou d'un ensemble d'intrants variables,
- Formation de capital fixe - paiements réduisant le coût des investissements dans les bâtiments agricoles, les équipements, les plantations, l'irrigation, le drainage et l'amélioration du sol,
- Services à la ferme - paiements réduisant le coût de l'aide et de la formation dispensée aux agriculteurs individuels sur des questions techniques, comptables, commerciales, sanitaires et phytosanitaires,

Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise : transferts de contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures reposant sur le niveau effectif des superficies cultivées, du nombre d'animaux, des recettes et des revenus avec obligation de produire.

Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants - production requise : transferts de contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures reposant sur les superficies cultivées, le nombre d'animaux, les recettes et les revenus ne correspondant pas à la récolte en cours (c.-à-d, fondées sur un niveau antérieur ou fixe), avec obligation de produire sans spécification de produit.

Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants - production facultative : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de mesures reposant sur les superficies, le nombre d'animaux, les recettes et les revenus ne correspondant pas à la période en cours (c.-à-d, fondées sur un niveau antérieur ou fixe). La production effective d'un produit donné n'étant pas obligatoire, mais facultative.

- Taux variables : le taux de paiement varie en fonction des prix des extrants ou des intrants courants,
- Taux fixes : les taux des paiements ne varient pas en fonction de ces paramètres,

Paiements selon des critères non liés aux produits : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures reposant sur :

- le retrait de ressources à long terme : transferts au titre du retrait à long terme de facteurs de production de produits de base. Les paiements de cette sous-catégorie se

distinguent de ceux nécessitant le retrait des ressources à court terme, qui dépendent de critères relatifs à la production des produits de base,

- la production d'autres produits que les produits de base : transferts alloués pour l'utilisation de ressources agricoles destinées à la production de biens et services spécifiques autres que des produits de base, Ces transferts ne sont pas requis conformément à la réglementation en vigueur,
- d'autres critères non liés au produit de base : transferts accordés également à tous les agriculteurs, comme un taux uniforme ou un versement forfaitaire,

Paiements divers : transferts de contribuables aux agriculteurs et pour lesquels on ne dispose pas suffisamment de renseignements pour les répartir entre les catégories appropriées.

Définitions des indicateurs de soutien de l'OCDE

La classification des transferts totaux liés aux politiques agricoles (EST) regroupe les mesures gouvernementales dans trois grandes catégories: transferts aux producteurs (ESP), transferts aux consommateurs (ESC) et transferts aux services d'intérêt général pour l'agriculture (ESSG).

Estimation du soutien aux producteurs (ESP) : transferts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de politique de soutien agricole, quels que soient leur nature, leurs objectifs et leurs incidences sur la production ou le revenu agricoles.

ESP exprimé en pourcentage : transferts pris en compte dans l'ESP en proportion de la valeur des recettes agricoles brutes (soutien compris).

Transferts au titre d'un seul produit (TSP) : transferts qui découlent des mesures liées à la production d'un seul produit, de sorte que le producteur doit produire le produit désigné pour recevoir le transfert. Les transferts découlent également de mesures plus larges qui prévoient des paiements précis par produit. L'indicateur TSP existe aussi par produit,

Transferts au titre d'un groupe de produits (TGP) : transferts qui découlent de mesures prévoyant des paiements sous réserve de la production d'un ou de plusieurs des produits figurant sur une liste désignée, En d'autres termes, un producteur peut produire un ensemble de produits figurant sur la liste des produits admissibles et recevoir un transfert qui ne variera pas en fonction de sa décision.

Transferts au titre de tous les produits (TTP) : transferts qui découlent de mesures qui n'imposent aucune restriction sur le produit agricole produit, mais exigeant du bénéficiaire la production d'un produit de son choix.

Autres transferts aux producteurs (ATP) : transferts effectués dans le cadre de mesures non assorties d'une quelconque obligation de production de produits de base.

Coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNS aux producteurs) : rapport entre la valeur des recettes agricoles brutes, y compris le soutien, et les recettes agricoles brutes (à la ferme) évaluées au prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation).

Coefficient nominal de protection des producteurs (CNP des producteurs) : rapport entre le prix moyen reçu par les producteurs (au départ de l'exploitation), y compris les paiements par tonne effectivement produite, et le prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation), Le CNPP est également calculé par produit.

Estimations du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) : transferts aux services d'intérêt général au secteur agricole pris collectivement (comme la recherche et le développement, la formation, les services d'inspection, la commercialisation et la promotion), qui découlent de mesures de soutien à l'agriculture indépendamment de leur nature, leurs objectifs et leurs incidences sur la production agricole, le revenu agricole ou la consommation des produits agricoles.

Contrairement aux transferts ESP et ESC, ces transferts ne sont pas remis aux producteurs ou aux consommateurs individuellement et ils n'influent pas directement sur les recettes agricoles (revenu) ou les dépenses de consommation, Toutefois, ils peuvent avoir une incidence sur la production et la consommation de produits agricoles.

ESSG : part du soutien aux services d'intérêt général fournis à l'ensemble du secteur agricole dans le soutien total à l'agriculture (EST).

Estimation du soutien au consommateur (ESC) : transferts aux (des) consommateurs de produits agricoles, découlant de mesures qui soutiennent l'agriculture indépendamment de leur nature, leurs objectifs ou leurs incidences sur la consommation de produits agricoles.

L'ESC est composée des transferts explicites et implicites des consommateurs aux producteurs agricoles liés au soutien des prix du marché pour les produits agricoles produits et consommés au pays (transferts des consommateurs aux producteurs), de même que les transferts au budget et/ou aux importateurs pour la part de la consommation concernant les produits importés (autres transferts des consommateurs).

Cet indicateur est mesuré après déduction des transferts aux consommateurs destinés à compenser leur contribution au soutien des prix du marché d'un produit particulier (transferts des contribuables aux consommateurs), et la contribution des producteurs (en tant que consommateurs de produits

végétaux d'origine intérieure) au soutien des prix du marché des produits utilisés comme aliments du bétail (coût supplémentaire pour l'alimentation animale),

Lorsque l'ESC est négative, elle indique les transferts des consommateurs et mesure la taxe implicite à la consommation liée aux politiques en faveur du secteur agricole. Bien que les dépenses de consommation soient majorées/diminuées du montant de la taxe implicite ou des paiements, cet indicateur n'est pas en soi une estimation de leurs incidences sur les dépenses de consommation.

ESC en pourcentage : rapport entre la valeur totale des dépenses de consommation de produits produits localement et la valeur de la consommation totale, moins l'aide budgétaire aux consommateurs. Ce pourcentage mesure la taxe implicite (ou la subvention si l'ESC est positif) sur les consommateurs en tant que partie des dépenses de consommation à la production.

Coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNS aux consommateurs) : rapport entre la valeur des dépenses consacrées à la consommation de produits agricoles (au départ de l'exploitations) et leur valeur aux prix à la frontière.

Coefficient nominal de protection des consommateurs (CNP des consommateurs) : rapport entre le prix moyen payé par les consommateurs (au départ de l'exploitation) et le prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation). Le CNP des consommateurs est également calculé par produit.

Estimation du soutien total (EST) : transferts des contribuables et des consommateurs qui découlent des mesures de soutien à l'agriculture, déduction faite des recettes budgétaires associées, peu importe leurs objectifs et leurs incidences sur la production agricole et le revenu, ou la consommation de produits agricoles.

L'estimation du soutien total représente la somme des transferts suivants :

- 1) Transferts bruts explicites et implicites des consommateurs de produits agricoles aux producteurs agricoles, déduction faite des contributions financières des producteurs (qui apparaissent dans le SPM et l'ESC);
- 2) Transferts bruts des contribuables aux producteurs agricoles (dans l'ESP);
- 3) Transferts bruts des contribuables aux services d'intérêt général pour l'agriculture (ESSG);
- 4) Transferts bruts des contribuables aux consommateurs de produits agricoles (dans l'ESC),

Étant donné que les transferts des consommateurs aux producteurs sont inclus dans le SPM, l'EST représente également la somme de l'ESP, l'ESSG et les transferts des contribuables aux consommateurs (dans l'ESC). L'EST mesure le coût global du soutien à l'agriculture financé par les

consommateurs (transferts des consommateurs) et les contribuables (transferts des contribuables), déduction faite des revenus d'importation (revenus budgétaires),

L'EST en pourcentage : partie du soutien total à l'agriculture du produit intérieur brut (PIB),

Traitement des taxes et des prélèvements

Telles qu'elles sont définies, l'ESP et l'ESC sont calculées déduction faite des contributions des producteurs au financement des mesures de soutien à leur faveur. De même, les recettes provenant des taxes et prélèvements à la production destinés à financer une mesure donnée sont déduites elles aussi du montant total du paiement attribué aux producteurs conformément à cette mesure,

Le cas du soutien négatif

La notion d'ESP « brute » permet d'envisager les cas où le soutien est négatif, par exemple lorsque des mesures stratégiques agricoles taxent par rapport à ce qui se passerait en l'absence de telles mesures - c.-à-d, lorsque seulement des mesures économiques générales sont appliquées. L'exemple type du soutien négatif est une taxe à l'exportation ou toute autre mesure agricole décourageant les exportations et se traduisant par un prix intérieur inférieur au prix mondial,

Signification et interprétation des principaux indicateurs

Estimation du soutien aux producteurs (ESP) et coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNS aux producteurs)

L'ESP est une mesure statique de soutien offerte aux producteurs agricoles au cours d'une période donnée (p, ex, une année ou une campagne) et qui est définie par des conditions macroéconomiques globales et des politiques économiques générales.

Par exemple, le soutien à l'agriculture serait nul si seulement des politiques économiques générales étaient en vigueur et qu'aucune politique spécifique ne viendrait modifier la transmission des conditions macroéconomiques générales au secteur agricole. Dans de telle situation, le total des recettes agricoles courantes serait obtenu entièrement sur le marché en l'absence de transferts aux agriculteurs liés aux politiques. Il s'agit là d'un cas extrême.

Ainsi, un pourcentage de 60 p, 100 de l'ESP, par exemple, représente la portion des transferts aux producteurs agricoles par rapport à la valeur totale des recettes agricoles brutes (mesurées par l'ESP), ou la partie des recettes agricoles brutes découlant des politiques. Ainsi, 40 p, 100 des recettes agricoles brutes sont obtenues sur le marché en l'absence de toute forme d'aide.

Lorsque le coefficient d'aide nationale aux producteurs est égal à un, cela signifie que les recettes agricoles brutes sont obtenues entièrement sur le marché, sans aucune aide

budgétaire, Par conséquent, plus le coefficient d'aide nominale aux producteurs est élevé, plus la part des recettes agricoles brutes obtenues sur le marché est petite, Par exemple, un CNS aux producteurs de 2,50 indique que la valeur des recettes agricoles brutes correspond à deux fois et demi ce qu'elles devraient être si les recettes étaient obtenues entièrement aux prix du marché mondial, en l'absence du soutien d'une politique.

Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) et coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNS aux consommateurs)

Un pourcentage de -60 p, 100 de l'ESC signifie que 60 p, 100 des dépenses de consommation totales en produits agricoles représente un transfert des consommateurs aux producteurs, ou la partie des dépenses de consommation créée par les politiques.

Lorsque le CNS aux consommateurs est égal à un, cela signifie que les dépenses de consommation totales en produits agricoles sont au prix du marché, sans aide aux producteurs et consommateurs, Par conséquent, plus le CNS aux consommateurs est élevé, moins la part des dépenses de consommation reflète le marché, Par exemple, un CNS aux consommateurs de 2,50 indique que les dépenses du consommateur sont deux fois et demi ce qu'elles devraient être si elles étaient entièrement guidées par les prix des marchés mondiaux, en l'absence d'aide budgétaire aux consommateurs.

Calcul du soutien des prix du marché (SPM)

Le soutien des prix du marché est calculé seulement lorsqu'il existe des politiques ayant des incidences sur la transmission des conditions macroéconomiques générales aux producteurs agricoles et créent un écart de prix s'accompagnant de transferts des consommateurs aux producteurs.

L'ESSG et l'EST en pourcentages

L'ESSG en pourcentage mesure la part des transferts aux services d'intérêt général pour l'agriculture dans le soutien total à l'agriculture (EST), et ainsi elle indique le pourcentage relatif des transferts qui font partie de l'EST et de l'ESSG dans chaque pays.

Toute autre chose étant égale, plus le pourcentage de l'ESSG est faible, plus la part des transferts ESP est élevée dans le cadre du soutien total à l'agriculture, et plus les répercussions associées à la production et aux échanges commerciaux sont importantes.

L'EST en pourcentage mesure la part de l'aide totale à l'agriculture à l'intérieur du PIB d'un pays ou la part du revenu national utilisé pour aider l'agriculture, Elle est tributaire de l'importance du secteur agricole dans l'économie.

Par conséquent, plus le pourcentage de l'EST est élevé, plus importante est la part de revenu national utilisé pour aider l'agriculture.

Note : Afin d'améliorer la comparabilité et la cohérence de l'information rapportée sous l'ESSG pour les différents pays, l'OCDE entreprend présentement une étude qui va permettre de revoir les programmes et politiques présentement rapportées sous l'ESSG et d'examiner s'ils sont classifiés correctement, Cette étude cherchera aussi à identifier toutes lacunes importantes au niveau de l'information rapportée sous l'ESSG, Basée sur cette récente étude, on s'attend à ce que l'OCDE développe une nouvelle méthodologie pour le calcul de l'ESSG.